Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and Development Canada

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Rapport sur les plans et les priorités de 2014-2015

L'honorable John Baird	L'honorable Ed Fast	L'honorable Christian Paradis
Ministre des Affaires étrangères	Ministre du Commerce international	Ministre du Développement international

Table des matières

Message des ministres 1

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation 3

1.1 Profil organisationnel 3

1.2 Contexte organisationnel 3

1.2.1 Raison d'être 3

1.2.2 Responsabilités 3

1.2.3 Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes 4

1.2.4 Priorités ministérielles 6

1.2.5 Analyses des risques 9

1.3 Dépenses prévues 13

1.4 Tendances relatives aux dépenses du Ministère 17

1.5 Budget des dépenses par crédit voté 17

1.6 Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable 18

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique 19

2.1 Résultat stratégique 1 : Le programme international du Canada 19

2.1.1 Programme 1.1 : Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales 19

2.1.2 Programme 1.2 : Diplomatie et défense des intérêts 22

2.2 Résultat stratégique 2 : Les services internationaux destinés aux Canadiens 29

2.2.1 Programme 2.1 : Commerce international 29

2.2.2 Programme 2.2 : Services consulaires et gestion des urgences 32

2.3 Résultat stratégique 3 : Développement international et aide humanitaire 36

2.3.1 Programme 3.1 : États fragiles et collectivités touchées par des crises 36

2.3.2 Programme 3.2 : Pays à faible revenu 41

2.3.3 Programme 3.3 : Pays à revenu intermédiaire 49

2.3.4 Programme 3.4 : Engagement à l'échelle mondiale et politiques stratégiques 55

2.3.5 Programme 3.5 : Engagement des Canadiens 59

2.4 Résultat stratégique 4 : La plateforme internationale du Canada 61

2.4.1 Programme 4.1 : Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs 61

2.4.2 Programme 4.2 : Prestations du gouvernement du Canada 66

2.5 Services internes 68

Section III : Information additionnelle 71

3.1 État des résultats prospectif 71

3.2 Liste des tableaux de renseignements supplémentaires 71

3.3 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations 72

Section IV : Coordonnées de l'organisation 73

Message des ministres

L'honorable John Baird
Ministre des Affaires étrangères

L'honorable Ed Fast
Ministre du Commerce international

L'honorable Christian Paradis
Ministre du Développement international

L'honorable Lynne Yelich
Ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)

Nous sommes heureux de présenter le *Rapport sur les plans et les priorités* pour 2014-2015, le tout premier rapport d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD). Prenant appui sur les bases solides de l'engagement international du Canada, la fusion des fonctions de politique étrangère, de commerce et de développement au sein d'un nouveau ministère offre des possibilités des plus intéressantes en vue de servir les Canadiens, promouvoir nos valeurs et nos intérêts, résoudre des problèmes internationaux et favoriser la prospérité au Canada et dans le monde.

Les priorités stratégiques du MAECD de 2014-2015 reflètent cette approche intégrée pour les relations internationales du Canada.

La création d'emplois et d'occasions grâce à l'élargissement et à la diversification des relations commerciales entre le Canada et les marchés émergents à forte croissance demeurera une priorité du nouveau ministère. Dans le cadre de notre nouveau Plan d'action sur les marchés mondiaux, nous veillerons à consolider le concept de diplomatique économique et à pleinement tirer parti de toutes les ressources diplomatiques du Canada en vue de favoriser la réussite commerciale des entreprises canadiennes. De plus, nous poserons des gestes afin de tirer profit de l'accès préférentiel dont bénéficie le Canada auprès de la moitié du marché mondial grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain et à l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne, et ce, pour nous assurer que cet avantage concurrentiel sans pareil profite aux travailleurs et aux entreprises partout au Canada. Nous continuerons de concrétiser le plan de stimulation du commerce le plus ambitieux de l'histoire du Canada en faisant valoir nos intérêts lors de négociations bilatérales avec le Japon, la Corée du Sud et l'Inde, entre autres, et dans le cadre du Partenariat transpacifique.

Le MAECD élargira les partenariats en matière d'économie et de sécurité qu'entretient le Canada dans la région clé de l'Asie. On fera la promotion du Canada en tant que source d'énergie fiable et responsable auprès des marchés étrangers. Le Canada intensifiera son engagement dans les Amériques et collaborera étroitement avec les États-Unis en vue d'améliorer la circulation des échanges commerciaux de part et d'autre de notre frontière commune.

Le Canada lancera son nouveau programme visant à promouvoir la démocratie et continuera de jouer un rôle prépondérant sur le plan de la gouvernance mondiale et des droits de la personne, notamment en appuyant la liberté de religion par l'entremise du Bureau de la liberté de religion ainsi que les droits des femmes et des filles. De plus, le Canada fera la promotion de la sécurité et de la stabilité à l'étranger et poursuivre la mise en œuvre de programmes internationaux ayant pour but de régler les enjeux associés à la sécurité et d'intervenir en cas de crises internationales.

Le Canada continuera à faire preuve de leadership à l'échelle mondiale au regard de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et fera fond sur les investissements fructueux de l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Les initiatives de développement international du Canada continueront d'être axées sur la lutte contre la pauvreté grâce à de nouveaux partenariats novateurs, en particulier avec le secteur privé, qui portent un autre regard en vue de résoudre des problèmes de longue date. Une croissance économique durable, sous l'impulsion du secteur privé, est le meilleur outil pour enrayer la pauvreté partout dans le monde. Le Canada aidera les pays à opérer la transition pour qu'ils puissent passer de partenaires du développement à des partenaires commerciaux prospères et autonomes qui sont en mesure de répondre aux besoins de leurs citoyens.

Pour de plus amples renseignements sur le travail du Ministère, veuillez consulter le site Web du MAECD.[1]

[1] www.international.gc.ca

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

La *Loi d'exécution du budget* (projet de loi C-60) a reçu la sanction royale le 26 juin 2013, ce qui a officialisé la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) en une seule entité : Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD).

La gestion de la fusion est un processus continu. Aussi, un cadre de gestion du changement et un mécanisme de consultation du personnel ont été mis en place. Des progrès ont été réalisés en vue de fusionner des services communs, et le travail se poursuit afin de s'assurer que le Ministère produise des résultats cohérents eu égard aux mandats relatifs à la politique étrangère, au commerce et au développement.

1.1 Profil organisationnel

Ministres : John Baird, ministre des Affaires étrangères; Ed Fast, ministre du Commerce international; Christian Paradis, ministre du Développement international; Lynne Yelich, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires).

Sous-ministres : Daniel Jean, sous-ministre des Affaires étrangères; Simon Kennedy, sous-ministre du Commerce international; Paul Rochon, sous-ministre du Développement international.

Portefeuille ministériel : Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. Année de création : 1909.

Principale loi habilitante : *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, L.C. 2013, ch. 33, art. 174*[2].

1.2 Contexte organisationnel

1.2.1 Raison d'être

Sous la direction du ministre des Affaires étrangères, du ministre du Commerce international et du ministre du Développement international, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement est responsable de la conduite des relations internationales du Canada, y compris les affaires étrangères, le commerce international et le développement international.

Le MAECD fait la promotion des valeurs et des intérêts du Canada à l'échelle internationale, voit à la prestation de programmes internationaux et administre le programme d'aide internationale du Canada, afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement et d'apporter une aide humanitaire. Le Ministère fournit aussi à la population canadienne des services commerciaux et consulaires, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, et administre le réseau mondial de missions du gouvernement du Canada.

1.2.2 Responsabilités

Les responsabilités juridiques du MAECD sont énoncées dans la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement* de 2013 et sont résumées ci-dessous.

Le Ministère gère les relations diplomatiques et consulaires du Canada avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, par le dialogue avec des acteurs internationaux et en exerçant une influence sur ceux-ci, de manière à promouvoir les intérêts politiques et économiques du

[2] www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-27.5/TexteComplet.html

Canada, de même que des valeurs telles que la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Le Ministère dirige la négociation d'accords commerciaux internationaux visant à préserver et à améliorer l'accès au marché au profit des entreprises canadiennes. Il veille également à la gestion des différends commerciaux dans le cadre des mécanismes internationaux de règlement des différends. De même, il fournit des conseils et des services de manière à aider les entreprises canadiennes à réussir à l'international, à favoriser les investissements étrangers directs au Canada et à soutenir l'innovation, la science et la technologie à l'échelle internationale.

Le MAECD fournit des services consulaires et des renseignements sur les voyages aux Canadiens. Il apporte un soutien à la paix et à la stabilité dans le monde, s'attaque à des menaces pour la sécurité, comme le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Le MAECD veille aussi à ce que le Canada agisse de manière coordonnée face à des situations d'urgence et à des catastrophes naturelles à l'étranger, y compris en apportant une aide humanitaire immédiate.

Afin de soulager la pauvreté dans le monde et d'accroître la prospérité et la stabilité des pays en développement, le Ministère gère l'aide publique au développement du Canada et met à exécution des programmes de développement durable. Le MAECD gère également la plateforme internationale du Canada, un réseau mondial de missions dans 105 pays qui appuie les efforts internationaux du MAECD et de 26 autres ministères et organisations partenaires.

1.2.3 Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes (AAP)

Ce *Rapport sur les plans et les priorités* (RPP) a été produit sur la base de l'AAP provisoire du MAECD, le produit d'une combinaison des AAP du MAECI et de l'ACDI de 2013-2014. Une nouvelle AAP intégrée du MAECD sera mise au point au cours de l'exercice 2014-2015.

Résultat stratégique 1 : Le programme international est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.

- **Programme : Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales**
  - Sous-programme : Information internationale et analyse
  - Sous-programme : Conseils stratégiques intégrés en politique internationale
- **Programme : Diplomatie et défense des intérêts**
  - Sous-programme : Promotion des intérêts et diplomatie bilatérales et régionales
  - Sous-programme : Sommets et promotion des intérêts et diplomatie multilatérales
  - Sous-programme : Contributions aux organisations internationales
  - Sous-programme : Politique commerciale, négociations, règlement de différends et contrôles
  - Sous-programme : Gouvernance du programme d'aide internationale
    - Sous-programme : Programme de partenariat mondial
    - Sous-programme : Programmes de renforcement des capacités
    - Sous-programme : Programme de coopération pour l'investissement
    - Sous-programme : Fonds canadien d'initiatives locales
    - Sous-programme : Fonds pour la liberté de religion

Résultat stratégique 2 : Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.

- **Programme : Commerce international**
  - Sous-programme : Développement du commerce international

Sous-programme : Investissement étranger direct au Canada
Sous-programme : L'innovation, la science et la technologie internationale

Programme : Services consulaires et gestion des urgences
Sous-programme : Promotion de voyages sécuritaires
Sous-programme : Assistance consulaire pour les Canadiens
Sous-programme : Préparation et intervention en cas d'urgence

Résultat stratégique 3 : Réduction de la pauvreté dans les pays où le Canada mène des activités de développement international.

Programme : États fragiles et collectivités touchées par des crises
Sous-programme : Aide humanitaire
Sous-programme : Afghanistan
Sous-programme : Haïti
Sous-programme : Soudan du Sud
Sous-programme : Cisjordanie et bande de Gaza

Programme : Pays à faible revenu
Sous-programme : Bangladesh
Sous-programme : Éthiopie
Sous-programme : Ghana
Sous-programme : Mali
Sous-programme : Mozambique
Sous-programme : Pakistan
Sous-programme : Sénégal
Sous-programme : Tanzanie
Sous-programme : Vietnam
Sous-programme : Autres programmes d'aide aux pays à faible revenu

Programme : Pays à revenu intermédiaire
Sous-programme : Bolivie
Sous-programme : Région des Caraïbes
Sous-programme : Colombie
Sous-programme : Honduras
Sous-programme : Indonésie
Sous-programme : Pérou
Sous-programme : Ukraine
Sous-programme : Autres programmes d'aide aux pays à revenu intermédiaire

Programme : Engagement à l'échelle mondiale et politiques stratégiques
Sous-programme : Politiques en matière de développement international
Sous-programme : Relations multilatérales stratégiques
Sous-sous-programme : Institutions financières internationales
Sous-sous-programme : Institutions de développement international
Sous-sous-programme : Organisations politiques
Sous-sous-programme : Organisations d'aide humanitaire
Sous-programme : Programmes multilatéraux et mondiaux
Sous-sous-programme : Programmation en santé
Sous-sous-programme : Programmes liés à des secteurs et des thèmes autres que la santé

Programme : Engagement des Canadiens

Sous-programme : Partenaires pour le développement
Sous-programme : Citoyens du monde

Résultat stratégique 4 : Le MAECD entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.

Programme : Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs
Sous-programme : Gouvernance de la plateforme des missions et services communs
Sous-programme : Biens immobiliers
Sous-programme : Sécurité
Sous-programme : Gestion de l'information/technologie de l'information
Sous-programme : Autres employés du gouvernement du Canada recrutés sur place

Programme : Prestations du gouvernement du Canada
Sous-programme : Paiements au titre des Directives sur le service extérieur
Sous-programme : Cotisations de l'employeur au regard des pensions, des assurances et de la sécurité sociale pour les employés recrutés sur place

Programme : Services internes

1.2.4 Priorités ministérielles

En 2014-2015, les efforts du Ministère se concentreront sur les priorités énoncées ci-dessous. Le MAECD, qui évolue dans un contexte de restrictions budgétaires constantes et de gestion prudente des ressources, œuvrera vers la réalisation de résultats concrets qui feront la promotion des valeurs et des intérêts du Canada à l'étranger. Ces priorités, outre l'important travail en cours, sont intégrées à la Section II du présent rapport afin de donner un aperçu des résultats attendus au regard des résultats stratégiques (RS) du MAECD.

1. Contribuer à la prospérité économique avec un accent sur l'élargissement et la diversification des relations commerciales avec des marchés émergents et à forte croissance.
Priorité actuelle concordant avec les RS 1, RS 2 et RS 3

Pourquoi il s'agit d'une priorité : L'économie canadienne a toujours été axée sur l'exportation, de sorte que la croissance économique du Canada est tributaire depuis longtemps des échanges commerciaux. L'exportation représente un emploi sur cinq au Canada et contribue pour plus de 60 p. 100 au produit intérieur brut national. Il est important de renforcer les relations commerciales du Canada avec les pays et les régions en émergence afin d'accroître l'accès des entreprises canadiennes à ces marchés dynamiques en forte croissance. Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- En vertu du nouveau Plan d'action sur les marchés mondiaux, tirer parti plus efficacement des ressources diplomatiques du Canada, au pays et à l'étranger, afin d'accroître le nombre d'entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), qui réussissent sur les marchés prioritaires.
- Promouvoir le Canada en tant que fournisseur fiable et responsable d'énergie et de minéraux pour les marchés mondiaux, attirer des investissements étrangers au Canada, promouvoir l'innovation et soutenir la Stratégie en matière d'éducation internationale.
- Entamer le processus de ratification de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (UE).

- Contribuer à améliorer les climats d'investissement dans les pays en développement, notamment en renforçant la capacité à gérer les ressources naturelles de manière durable.
- Intensifier les liens commerciaux avec l'Afrique avec un accent sur la promotion et la protection des investissements.

2. Accroître l'engagement du Canada dans l'hémisphère et renforcer les relations Canada–États-Unis. Priorité actuelle concordant avec les RS 1, RS 2 et RS 3

Pourquoi il s'agit d'une priorité : L'engagement du Canada dans l'hémisphère, qui prend en compte l'énorme potentiel des Amériques, continuera de mettre l'accent sur la prospérité, la sécurité et la gouvernance démocratique. Par ailleurs, les marchandises, les services, les personnes et les capitaux qui circulent entre le Canada et les États-Unis sont sans équivalent ailleurs dans le monde; aussi, il est crucial que le Canada continue à contribuer à la gestion efficace de la frontière commune avec les États-Unis. Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Mettre en œuvre la Stratégie pour l'engagement dans les Amériques, une stratégie pangouvernementale, y compris les initiatives visant à accroître les possibilités économiques mutuelles, à renforcer la sécurité et les institutions démocratiques, à soutenir les droits de la personne et à favoriser des relations durables, avec un accent sur l'Amérique centrale, Haïti, le Mexique et les principaux partenaires d'Amérique du Sud.
- Promouvoir la sécurité régionale par l'intermédiaire de réformes du secteur de la sécurité et en accroissant les possibilités au chapitre de l'éducation, du développement des compétences et de l'emploi pour les populations marginalisées.
- Intensifier les relations stratégiques du Canada avec les pays de l'Alliance du Pacifique, et améliorer les relations politiques et économiques avec le Brésil.
- Élargir les relations commerciales du Canada avec les États-Unis par le soutien à l'innovation et à l'investissement étranger, et promouvoir le Canada en tant que source stable et sûre d'énergie et de technologies énergétiques, par exemple avec l'initiative Keystone XL.
- Appuyer la mise en œuvre de la vision commune du Canada et des États-Unis de la sécurité et de la compétitivité économique à l'intérieur du périmètre.
- Chercher à renouveler l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis.

3. Accroître la présence du Canada en Asie sur le plan économique et politique. Priorité actuelle concordant avec les RS 1 et RS 2

Pourquoi il s'agit d'une priorité : La montée du pouvoir politique et économique de l'Asie fait ressortir l'importance d'intensifier les relations économiques et politiques du Canada dans la région. Pour tirer pleinement parti de nouvelles possibilités, celui-ci veillera à ce que les entreprises canadiennes bénéficient d'un meilleur accès aux marchés de l'Asie, et mettra à profit ses relations bilatérales et multilatérales afin de promouvoir ses valeurs et ses intérêts. Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Élargir les partenariats économiques, de sécurité et de gouvernance ciblés en Asie, en mettant à profit les résultats du développement international, et faire progresser les plans d'accès au marché sur les marchés clés en Asie, y compris la Chine et l'Inde.
- Faire progresser les discussions sur les accords commerciaux avec le Japon, la Corée du Sud et la Thaïlande, et contribuer au succès des négociations dans le cadre du Partenariat transpacifique.

- Veiller à ce que les programmes de développement international du Canada en Asie visent davantage à favoriser une croissance économique durable sous l'impulsion du secteur privé, y compris renforcer les capacités en matière de commerce et d'investissement.
- Consolider le partenariat entre le Canada et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Sommet de l'Asie de l'Est et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).
- Promouvoir le Canada en tant que fournisseur fiable de gaz naturel liquéfié aux marchés énergétiques en croissance rapide de l'Asie.

4. Promouvoir la démocratie et le respect des droits de la personne et contribuer à une gouvernance mondiale efficace ainsi qu'à la sécurité internationale. Priorité actuelle concordant avec les RS 1 et RS 2

Pourquoi il s'agit d'une priorité : La liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit revêtent une importance capitale pour la politique étrangère et la sécurité nationale du Canada; aussi, celui-ci continuera de promouvoir ces valeurs dans des régions clés comme les Amériques et dans des pays tels l'Afghanistan, l'Iran, l'Ukraine et la Birmanie. Le Canada continuera de faire preuve d'un leadership fondé sur des principes en vue de tenir le régime nord-coréen responsable de ses actes. Une gouvernance mondiale efficace, la sécurité internationale ainsi que la stabilité politique s'avèrent essentielles à la prospérité économique du Canada. Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Exercer un rôle prépondérant en matière de droits de la personne et de liberté religieuse, et mettre au point un nouveau plan d'action canadien pour la promotion de la démocratie.
- Aborder les problèmes liés à la sécurité internationale, notamment le terrorisme, le crime organisé transnational, la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que la sécurité et la stabilité dans des États et des régions fragiles et touchés par un conflit.
- Protéger et favoriser l'autonomie des femmes, des enfants et des jeunes, en particulier les jeunes filles, dans les pays en développement en examinant la question des cadres de protection nationaux, en œuvrant en vue de faire cesser les mariages précoces, forcés et d'enfants, en appuyant les écoles sans violence et en travaillant avec les jeunes à risque.
- Mettre en œuvre les priorités dans le cadre de la présidence du Canada au Conseil de l'Arctique pour 2013-2015 et faire progresser la revendication du Canada pour la reconnaissance du plateau continental étendu, et ce en tant que question de souveraineté nationale.
- Défendre le droit d'Israël d'exister, accroître la liberté et la sécurité au Moyen-Orient, y compris déployer des efforts pour atténuer les répercussions de la crise en Syrie, et collaborer avec des partenaires telle la Jordanie.
- Améliorer la prestation de services consulaires aux Canadiens grâce à de nouveaux moyens destinés à rehausser la sensibilisation du public quant au fait de voyager en sécurité. Ceci comprend de souligner les services que les agents consulaires peuvent offrir aux Canadiens qui se trouvent dans une situation de détresse. Un programme efficace d'intervention en cas d'urgence permet aux Canadiens à l'étranger d'obtenir de l'aide en temps opportun.

5. Jouer un rôle d'initiative dans les efforts internationaux du Canada pour réduire la pauvreté dans le monde et apporter une aide humanitaire. Priorité actuelle concordant avec le RS 3

Pourquoi il s'agit d'une priorité : Une croissance économique durable favorise la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans le monde. Des avancées économiques, sociales et démocratiques

importantes dans les pays en développement réduiront la pauvreté, au bénéfice des milliards de personnes dans des pays bénéficiaires, en plus d'accroître la prospérité et la sécurité des Canadiens. Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Aider à la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'à la création d'un cadre pour l'après-2015 et adapter l'aide internationale du Canada pour tenir compte de l'évolution du contexte du développement, en accordant davantage d'importance à l'innovation.
- Améliorer la santé des femmes et des enfants, notamment par l'intermédiaire de l'initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, qui permettra d'accroître l'accès à l'éducation, au soutien nutritionnel et à l'aide médicale, ainsi que d'œuvrer en vue de mettre fin à la pratique des mariages précoces, forcés et d'enfants.
- Contribuer à une croissance économique durable dans le monde en développement en tirant parti des compétences, des ressources et de l'innovation du secteur privé pour atteindre des résultats en matière de développement, et en faisant la promotion de l'autonomisation économique et politique des femmes.
- Accroître la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays en développement, notamment en Afrique, en faisant la promotion de la recherche et du développement agricole durable, en appuyant les interventions directes au chapitre de la nutrition et ayant des répercussions importantes, et en s'attaquant aux questions de sécurité alimentaire à long terme.
- Renforcer l'action en faveur de la responsabilisation et de la transparence en matière de développement à l'échelle internationale, notamment en mettant en œuvre les engagements en faveur de la transparence de l'aide et en établissant graduellement des cadres de responsabilisation mutuelle avec les pays en développement.
- Soutenir la prestation efficace, efficiente et en temps opportun de l'aide humanitaire et plaider en faveur d'un meilleur accès à l'aide humanitaire dans des situations de conflit et de la protection et de la sécurité des travailleurs humanitaires.

1.2.5 Analyses des risques

Qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou de menaces pour la sécurité, la capacité du MAECD à s'acquitter de son mandat repose sur sa capacité à gérer les risques liés à différentes situations internationales.

Après la fusion du MAECD, un examen des risques ministériels a permis de cerner quatre risques ministériels externes importants, décrits ci-après, qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité à obtenir les résultats prévus dans ses plans et priorités pour 2014-2015. La haute direction du MAECD gère activement ces risques. Pour cela, elle rend compte trimestriellement aux sous-ministres et aux comités de gouvernance de l'état d'avancement des efforts pour réduire l'exposition du Ministère à ceux ci.

Risque ministériel 1 : Sécurité personnelle et physique	**Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
Le personnel canadien, leurs personnes à charge, les employés recrutés sur place (ERP) et les visiteurs dans les missions évoluent dans un contexte de sécurité complexe et difficile à l'étranger.	
Stratégies de réponse au risque	
• Mettre à jour le Plan de sécurité ministériel du MAECD pour tenir compte de la fusion, y compris clarifier les rôles et les responsabilités en ce qui a trait à la gouvernance de la sécurité. • Poursuivre la mise en œuvre des évaluations de base de la menace axées sur les risques dans toutes	

les missions du MAECD, en complément des évaluations de la menace sur le plan tactique et opérationnel, et éclairer la gouvernance ministérielle de la sécurité. • Faire progresser l'élaboration du Programme de prévention des risques du Ministère, de façon à mieux intégrer la gestion des risques sanitaires et sécuritaires aux activités du MAECD. • Terminer l'élaboration des nouvelles normes de sécurité matérielle et continuer de fournir du nouveau matériel de protection, des communications sécurisées et des systèmes de détection des intrusions, et mettre à niveau les mesures de protection physique dans les missions par l'intermédiaire du Programme de protection des infrastructures essentielles. • Mettre en place le Système de gestion de l'information sur la sécurité de façon à améliorer la gestion et la diffusion de l'information sur la sécurité ainsi que la gouvernance de la sécurité. • Accroître le nombre de spécialistes de la sécurité des missions qui devront être formés et déployés dans les missions à haut risque. • Élaborer des lignes directrices sur la formation en matière de sécurité pour le personnel du gouvernement du Canada déployé dans des endroits à haut risque et procéder à une nouvelle évaluation des besoins de formation sur la sécurité.
Risque ministériel 2 : Cybermenaces, exfiltration de renseignements et limitations des systèmes gouvernementaux — **Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
Des cyberattaques, une exfiltration personnelle de renseignements ou une limitation des systèmes gouvernementaux pourraient entraîner la divulgation de renseignements détenus par le gouvernement et un déni de service, ce qui pourrait donner l'impression que le MAECD n'est pas sûr.
Stratégies de réponse au risque
• Travailler avec Services partagés Canada à l'élaboration d'une approche axée sur les risques visant l'amélioration et l'entretien continus de la portion du cadre de la sécurité des TI qui relève du MAECD. • Élaborer et tenir à jour les outils de gestion de l'information pour aider le Ministère à améliorer sa gestion des renseignements de nature délicate. • Renforcer les systèmes de défense des réseaux informatiques en hiérarchisant et en accélérant les correctifs de sécurité à apporter aux applications vulnérables, au besoin. • Mettre à niveau la connectivité avec les missions canadiennes à l'étranger. • Améliorer la sécurité matérielle des installations et mettre en place de nouvelles initiatives pour assurer la sauvegarde de renseignements de nature délicate. • Évaluer les besoins en matière de formation sur la sensibilisation à la sécurité et adapter la formation pour améliorer la sensibilisation des employés aux risques cybernétiques.
Risque ministériel 3 : Interventions d'urgence et planification de la continuité des activités — **Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
Une catastrophe naturelle importante, une situation d'urgence ou des actes d'hostilité dans les missions ou à l'administration centrale pourraient perturber les activités de tout le Ministère.
Stratégies de réponse au risque
• Compte tenu de la fusion, clarifier les rôles et les responsabilités des intervenants du MAECD afin d'assurer une gestion coordonnée, à l'échelle du Ministère, face à des situations d'urgence. • Actualiser l'analyse des répercussions sur les activités du MAECD pour le ministère fusionné en vue d'une planification efficace de la continuité des activités de l'administration centrale (AC).

• Améliorer la formation sur la gestion des urgences en fonction de rôles précis pour compléter la formation de base actuellement offerte aux missions. • Continuer de travailler avec des pays aux vues similaires dans le cadre d'exercices et de programmes de formation communs pour améliorer la coordination de la planification et de l'intervention en cas d'urgence au sein des missions. • Créer et mener, dans les missions, des exercices d'intervention humanitaire en cas de crise pour accroître la capacité d'intervention et compléter la formation actuelle sur l'intervention humanitaire. • Poursuivre la mise en place des équipes de déploiement rapide du MAECD constituées de personnel ayant reçu une formation sur les urgences et issu de l'AC et des missions, ainsi que la coordination avec les déploiements civils lors de catastrophes humanitaires. • Améliorer la capacité d'analyse, jour et nuit, du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence afin de mieux prévoir les situations d'urgence et d'intervenir rapidement lorsqu'elles surviennent.
Risque ministériel 4 : Fusion — **Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
À la suite de la fusion, des lacunes sur le plan de systèmes intégrés au chapitre des finances, des RH et de l'information, et des défis en vue d'instaurer une nouvelle culture organisationnelle et de s'adapter à de nouveaux rôles et à de nouvelles responsabilités pourraient nuire à l'efficacité du Ministère.
Stratégies de réponse au risque
• Poursuivre la mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle et de gouvernance. • Mettre en œuvre un plan global de gestion du changement qui précise les mécanismes entourant les responsabilités au regard des activités, la production de rapports, la surveillance et les examens, ainsi qu'un calendrier pour la concrétisation de fonctions ministérielles et la mise en place de comités de gestion intégrés. • Mettre en œuvre une nouvelle vision ministérielle et continuer de mobiliser les employés et les missions dans des initiatives relatives à la fusion. • Mettre en œuvre un programme tourné vers l'avenir en ce qui concerne les politiques et les programmes relatifs au commerce, au développement et à la diplomatie.

Risque ministériel 1 – La sécurité personnelle et physique : protéger le personnel et les visiteurs dans les missions.

Tous les jours, les fonctionnaires canadiens sont au service de notre pays partout dans le monde et le gouvernement du Canada prend la question de leur sécurité très au sérieux. De nombreuses stratégies de réponse au risque ont été efficacement mises en œuvre depuis 2011, alors que ce risque avait été désigné comme tel pour le Ministère, y compris la création de 30 nouveaux postes de spécialistes de la sécurité des missions à l'étranger et l'amélioration de la formation sur la sécurité offerte aux équipes de sécurité dans les missions et à l'administration centrale. L'amélioration de la capacité d'analyse, jour et nuit, du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence permet de détecter et de régler rapidement les problèmes ayant une incidence sur la sécurité des missions à l'étranger.

Plus de la moitié des employés du MAECD à l'étranger travaillent dans des pays où les risques pour la sécurité personnelle et matérielle constituent une préoccupation constante en raison de situations politiques, d'actes d'hostilité ou de troubles civils impossibles à prévoir. Le Ministère continuera de renforcer la sécurité entourant ses activités à l'étranger afin d'atténuer les risques pour ce personnel.

Le sous-ministre adjoint (SMA) du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de sécurité), le SMA de la Sécurité internationale et

de l'intervention en cas de crise et le SMA du Secteur de la plateforme internationale géreront ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 2 – Cybermenaces, exfiltration de renseignements et limitations des systèmes gouvernementaux : assurer la sécurité de l'information électronique.

De nombreuses stratégies de réponse au risque ont été efficacement mises en œuvre depuis 2011, alors que ce risque avait été désigné comme tel pour le Ministère, y compris le remplacement et la restructuration du réseau SIGNET du MAECD dans le cadre du Programme de renouvellement de l'infrastructure, l'amélioration de la formation sur la sécurité de l'information, obligatoire pour tous les employés, et l'adoption d'une approche axée sur les risques pour la prise de décisions en matière de GI/TI.

Le MAECD compte sur des systèmes informatiques pour assurer la prestation efficace de la politique étrangère du Canada et l'atteinte de ses objectifs en matière de services consulaires, de développement et de commerce dans plus de 170 points de service à l'échelle mondiale. Comme d'autres ministères des Affaires étrangères, le Ministère est une cible prioritaire pour des cyberattaques au Canada et à l'étranger. Plus de la moitié des employés du MAECD à l'étranger travaillent dans des pays où des mesures de sécurité particulières et un haut degré de sensibilisation à la sécurité sont nécessaires pour réduire le risque d'exfiltration de renseignements. La création de Services partagés Canada signifie que le MAECD partage maintenant la gestion des risques liés aux TI avec un partenaire externe. De plus, la récente fusion du Ministère a nécessité des évaluations communes des risques et d'une collaboration étroite entre l'ancien MAECI et l'ancienne ACDI afin de relever les défis particuliers du Ministère en matière de TI.

Le SMA du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de sécurité) et le SMA du Secteur de la planification ministérielle, des finances et de la technologie de l'information continueront de gérer ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 3 – Interventions d'urgence et planification de la continuité des activités : maintenir la prestation des services à l'étranger et à l'AC lors de situations d'urgence.

De nombreuses stratégies de réponse au risque ont été efficacement mises en œuvre, y compris la création d'un nouveau Centre de surveillance et d'intervention d'urgence et la réalisation concluante du projet pilote des équipes permanentes de déploiement rapide, de façon à créer une capacité d'appoint en cas d'urgence à large échelle.

Le nombre de Canadiens qui voyagent à l'étranger augmente constamment, et plusieurs d'entre eux comptent sur les services du MAECD pour prendre des décisions sûres et éclairées en ce qui concerne leurs déplacements. Au cours de la dernière année seulement, les demandes de renseignements liées aux destinations de voyage ont augmenté de 31 p. 100. Les crises internationales sont imprévisibles, mais les tendances observées dans le passé montrent qu'une intervention pangouvernementale est nécessaire pour fournir des services d'urgence aux Canadiens et de l'aide humanitaire aux pays dans le besoin. Pour la seule année 2012-2013, les spécialistes des interventions d'urgence du MAECD sont intervenus dans 34 situations d'urgence dans le monde entier, y compris lors de catastrophes naturelles comme les inondations au Pakistan, les tremblements de terre en Indonésie et en Iran, le typhon aux Philippines et l'ouragan Sandy aux États-Unis. Le MAECD a également facilité la fourniture rapide de l'aide humanitaire canadienne lors de crises liées à la sécurité, y compris en Syrie et au Mali.

Le SMA du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de sécurité), le SMA de la Sécurité internationale et de l'intervention en

cas de crise et les fonctionnaires responsables des régions géographiques pertinentes continueront de gérer ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 4 – Fusion : Instaurer une nouvelle culture organisationnelle et intégrer les systèmes et les processus

Le 26 juin 2013, la *Loi d'exécution du budget* (projet de loi C-60) a reçu la sanction royale, ce qui a officialisé la fusion de l'ACDI et du MAECI pour former le MAECD. La fusion de deux organisations ayant la taille et la portée de l'ex-MAECI et de l'ancienne ACDI constitue un processus complexe; cela étant, un seul ministère, totalement intégré au chapitre des responsabilités géographiques et thématiques, permettra au Canada d'être encore plus efficace et d'atteindre de meilleurs résultats pour les Canadiens sur la scène internationale. Dans le Profil de risque ministériel de 2012-2013 du MAECI, la gestion du changement a été cernée et des mesures significatives ont été prises afin d'assurer une mise en œuvre efficace des décisions du Budget de 2012, y compris de la formation à l'intention des gestionnaires en vue de renforcer les compétences liées à la gestion financière et à la gestion du changement. À la suite de l'annonce de la fusion ayant mené à la création du MAECD, une unité de soutien dédiée a été mise sur pied et un plan global de gestion du changement a été adopté, le tout avec des responsabilités et des échéances clairement définies en vue d'atteindre les objectifs de la fusion.

Le Comité de gestion ministériel, le Comité consultatif sur la fusion et le Conseil exécutif, avec des données du Comité consultatif ministériel et l'appui d'une équipe de transition, et se rapportant directement au sous-ministre des Affaires étrangères, assureront la gestion de cette gestion du changement.

1.3 Dépenses prévues

Ressources financières (en dollars)			
Budget principal des dépenses 2014-2015[3]	**Dépenses prévues 2014-2015[4]**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**
5 349 525 157	5 492 704 412	5 311 957 043	5 245 241 453

Ressources humaines (équivalent temps plein – ETP[5])		
2014-2015	**2015-2016**	**2016-2017**
11 054	11 009	10 987

Sommaire de planification budgétaire (en dollars)[6, 7]

Résultat stratégique / programme	Dépenses réelles 2011–2012	Dépenses réelles 2012–2013	Dépenses projetées 2013–2014	Budget principal des dépenses 2014–2015	Dépenses prévues 2014–2015	Dépenses prévues 2015–2016	Dépenses prévues 2016–2017

[3] Représente les autorisations du Ministère telles qu'elles sont énoncées dans le Budget principal des dépenses pour 2014-2015.
[4] Les dépenses prévues englobent les montants budgétaires qui figurent dans le Budget principal des dépenses pour 2014-2015, ainsi que les fonds à recevoir du Conseil du Trésor en 2014-2015.
[5] Les équivalents temps plein (ETP) permettent de mesurer si une personne représente un employé à temps plein au titre du budget ministériel. Les ETP représentent le rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures de travail prévues sont celles énoncées dans les conventions collectives.
[6] Il peut arriver que la somme des montants ne concorde pas en raison de l'arrondissement des chiffres.
[7] Les dépenses pour 2011-2012 et 2012-2013 sont celles de l'ancien MAECI seulement.

RS 1. Le programme international est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.							
1.1 Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales	99 300 160	92 434 881	86 939 486	81 448 665	88 774 491	80 995 726	75 090 376
1.2 Diplomatie et défense des intérêts	1 063 589 745	940 538 085	988 493 158	961 248 050	985 542 151	974 817 932	941 488 836
Total partiel RS 1	**1 162 889 905**	**1 032 972 966**	**1 075 432 644**	**1 042 696 715**	**1 074 316 642**	**1 055 813 658**	**1 016 579 212**
RS 2. Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.							
2.1 Commerce international	167 454 635	160 582 217	160 151 093	155 940 345	169 850 188	148 829 520	147 248 584
2.2 Services consulaires et gestion des urgences	67 959 797	54 470 658	56 148 956	46 104 699	50 646 046	49 112 360	49 087 795
Total partiel RS 2	**235 414 432**	**215 052 875**	**216 300 049**	**202 045 044**	**220 496 234**	**197 941 880**	**196 336 379**
RS 3. Réduction de la pauvreté dans les pays où le Canada mène des activités de développement international.[8]							
3.1 États fragiles et collectivités touchées par des crises[9]			971 247 277	689 509 475	689 532 601	687 262 805	687 341 116
3.2 Pays à faible revenu[10]			678 477 867	758 754 135	758 805 142	723 776 613	731 538 306
3.3 Pays à revenu intermédiaire			243 326 490	351 038 683	351 070 532	362 707 668	357 509 871
3.4 Engagement à l'échelle mondiale et politiques stratégiques			525 809 842	973 708 941	973 759 140	976 979 354	982 287 089

[8] Pour l'information sur les dépenses relatives à l'ancienne Agence canadienne de développement international, prière de consulter les *Comptes publics du Canada* (www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html).

[9] La diminution entre les prévisions de dépenses 2013-2014 et le Budget principal des dépenses de 2014-2015 est attribuable aux autorisations additionnelles reçues en 2013-2014 pour faire face aux exigences émergentes mondiales en matière d'aide humanitaire et au développement. Les prévisions de dépenses comprennent également le financement provenant du Fonds pour les crises pour la réponse du Canada à la crise humanitaire en Syrie reçu par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses (B).

[10] La diminution entre les Dépenses prévues pour 2014-2015 et pour 2015-2016 est principalement attribuable au remaniement des autorisations entre les programmes pour répondre à des exigences émergentes mondiales en matière d'aide humanitaire et au développement.

3.5 Engagement des Canadiens			223 433 413	266 513 278	266 529 251	270 745 850	264 526 287
Total partiel RS 3	**0**	**0**	**2 642 294 889**	**3 039 524 512**	**3 039 696 666**	**3 021 472 290**	**3 023 202 669**
RS 4. Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.							
4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs	654 591 115	716 016 050	646 092 763	621 876 342	690 357 458	580 810 807	554 821 120
4.2 Prestations du gouvernement du Canada	212 015 924	220 037 627	216 073 086	187 651 645	194 307 264	188 094 768	187 916 553
Total partiel RS 4	**866 607 039**	**936 053 677**	**862 165 849**	**809 527 987**	**884 664 722**	**768 905 575**	**742 737 673**
Services internes	198 025 371	187 659 960	262 288 670	255 730 899	273 530 148	267 823 640	266 385 520
Ressources non allouées au titre de l'AAP de 2014-2015[11]	19 528 819	23 139 633	.....	.....	.....	.....	.....
Total MAECD	**2 482 465 566**	**2 394 879 112**	**5 058 482 101**	**5 349 525 157**	**5 492 704 412**	**5 311 957 043**	**5 245 241 453**

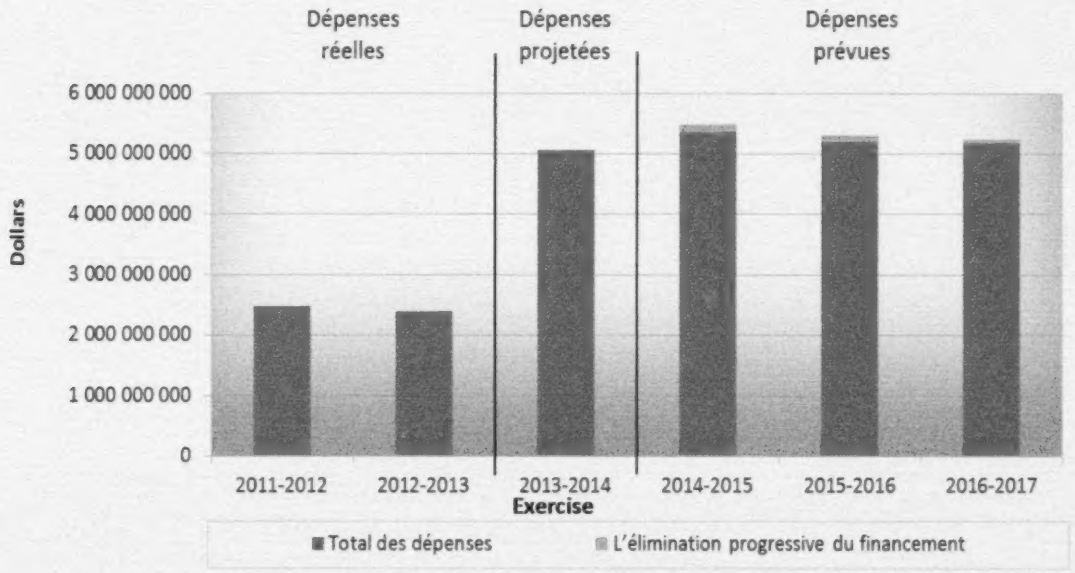
[11] Les dépenses réelles pour 2011-2012 et 2012-2013 sont conformes à celles engagées par Passeport Canada, qui relève désormais de Citoyenneté et Immigration Canada, en application du budget de 2013.

Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada

Résultat Stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
1. Le programme international est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.	1.1 Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales	Affaires étrangères	Un monde sûr grâce à la coopération internationale	88 774 491
	1.2 Diplomatie et défense des intérêts			985 542 151
2. Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.	2.1 Commerce international	Affaires étrangères	Un Canada prospère grâce au commerce international	169 850 188
	2.2 Services consulaires et gestion des urgences		Un monde sûr grâce à la coopération internationale	50 646 046
3. Réduction de la pauvreté dans les pays où le Canada mène des activités de développement international.	3.1 États fragiles et collectivités touchées par des crises	Affaires étrangères	La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable	689 532 601
	3.2 Pays à faible revenu			758 805 142
	3.3 Pays à revenu intermédiaire			351 070 532
	3.4 Engagement à l'échelle mondiale et politiques stratégiques			973 759 140
	3.5 Engagement des Canadiens			266 529 251
4. Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.	4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs	Affaires étrangères	Un monde sûr grâce à la coopération internationale	690 357 458
	4.2 Prestations du gouvernement du Canada			194 307 264
Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (en dollars)[12]				
Affaires étrangères				5 219 174 264

[12] Le total des dépenses prévues ne comprend pas les Services internes.

1.4 Tendances relatives aux dépenses du Ministère



Notes :

1. Pour obtenir des renseignements sur les dépenses liées à l'ancienne Agence canadienne de développement international, veuillez consulter les Comptes publics du Canada[13].
2. Les dépenses projetées témoignent du total prévu des dépenses pour l'exercice 2014-2015.
3. Les dépenses prévues englobent les montants qui figurent dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015, ainsi que les fonds à recevoir du Conseil du Trésor en 2014-2015.

De 2011-2012 à 2016-2017, le profil des dépenses du MAECD varie d'un plancher de 2,5 milliards de dollars en 2011-2012 à un maximum prévu de 5,2 milliards de dollars en 2016-2017. L'importance de l'augmentation est attribuable à la fusion du MAECI et de l'ACDI en 2013-2014.

Les dépenses de 2011-2012 et de 2012-13 représentent seulement celles de l'ancien MAECD. La diminution de 88 millions de dollars dans les dépenses réelles de 2011-2012 à 2012-2013 est principalement attribuable à l'examen des dépenses lié au budget de 2012. Ces économies sont reflétées de manière permanente dans les dépenses prévues du Ministère.

Les prévisions des dépenses pour 2013-2014 témoignent de la première année de fusion de l'ACDI et du MAECD. L'augmentation de 2,7 milliards de dollars est surtout attribuable au transfert de crédits provenant de l'ancienne ACDI, à l'augmentation du financement reçu pour le mécanisme de décaissement rapide des fonds du compte de crises pour permettre au Canada d'intervenir rapidement en cas de crise ou de catastrophe internationale majeure, ainsi que pour le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction et le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales.

Nonobstant les initiatives venant à terme, à partir de 2015-2016, les dépenses demeureront stables.

1.5 Budget des dépenses par crédit voté

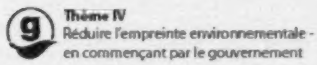
[13] www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Pour plus d'information sur les crédits organisationnels du Ministère, prière de consulter le Budget principal des dépenses de 2014-2015[14].

1.6 Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)

La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016, déposée le 4 novembre 2013, oriente les activités de développement durable du gouvernement du Canada pour la période 2013-2016[15]. La SFDD présente les priorités du Canada, à l'échelle fédérale, en matière de développement durable pour une période de trois ans, comme l'exige la *Loi fédérale sur le développement durable*.

Le MAECD contribue au thème IV – Réduire l'empreinte environnementale – en commençant par le gouvernement, tel qu'indiqué par l'identificateur visuel ci-dessous.



Ces contributions sont des composantes du programme suivant et sont expliquées plus à fond dans la section II :

- Services internes

Le MAECD s'assure également que son processus de prise de décisions prenne en considération les cibles et les objectifs de la SFDD, et ce, par le biais de l'évaluation environnementale stratégique (EES). Dans le cadre de l'EES, tout projet de politique, de plan ou programme comprend une analyse de ses répercussions sur l'environnement, et notamment sur l'atteinte des objectifs et des cibles de la SFDD. Les résultats des EES sont rendus publics lorsqu'une initiative est annoncée ou approuvée, illustrant ainsi la prise en compte des facteurs environnementaux dans le processus de prise de décisions.

Vous pourrez obtenir de plus amples renseignements sur les activités de MAECD à l'appui du développement durable en consultant la section II du présent *Rapport sur les plans et les priorités* et le site Web du MAECD[16]. Pour obtenir plus de détails sur la Stratégie, veuillez consulter le site Web de la Stratégie fédérale de développement durable[17].

[14] www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp
[15] www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=A22718BA-1
[16] www.international.gc.ca
[17] www.ec.gc.ca/dd-sd/Default.asp?lang=Fr&n=C2844D2D-1

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

La section II est organisée sur la base de l'AAP provisoire du MAECD, le produit d'une combinaison des AAP du MAECI et de l'ACDI de 2013-2014. Une nouvelle AAP intégrée du MAECD sera élaborée au cours de l'exercice 2014-2015.

2.1 Résultat stratégique 1 : Le programme international du Canada – Le programme international est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.

2.1.1 Programme 1.1 : Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales

Description : Le MAECD met à contribution l'expertise dont il dispose dans les missions et à l'administration centrale pour fixer des priorités intégrées, y compris de politique étrangère, de commerce international et de développement, et pour offrir aux ministres, aux hauts fonctionnaires et à ses principaux partenaires de l'information, du renseignement et des conseils qui leur permettront de prendre des décisions éclairées afin de promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada dans le monde.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2013-14	2014-2015	2015-2016
81 448 665	88 774 491	80 995 726	75 090 376	844	845	845

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les décideurs du gouvernement du Canada élaborent des politiques intégrées et judicieuses sur la façon de promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le gouvernement du Canada est satisfait de l'information, du renseignement et des conseils reçus du Ministère.	4

Faits saillants de la planification

Le réseau des agents du MAECD à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger fournira en temps utile aux décideurs du gouvernement du Canada de l'information, des analyses et des conseils de grande qualité qui les aideront à prendre des décisions et à établir de façon cohérente et éclairée les politiques et les priorités en matière d'affaires étrangères, de commerce international et de développement.

De concert avec des comités de gouvernance, la haute direction du MAECD surveillera la mise en œuvre des plans et des priorités du Ministère pour 2014-2015 pour assurer et accroître la cohérence des politiques, et pour cerner les lacunes ainsi que les possibilités de réattribution des ressources.

La mise en place de différentes stratégies pangouvernementales nationales, régionales et ciblées appuiera la concrétisation des plans et des priorités du MAECD. En voici quelques exemples :

- des initiatives visant à favoriser le développement démocratique dans le cadre d'un nouveau Plan d'action canadien pour la promotion de la démocratie;

- une mise à jour des stratégies en matière d'engagements régionaux à la lumière du Plan d'action sur les marchés mondiaux du MAECD;
- de nouvelles mesures pour mettre en valeur le Canada et les entreprises canadiennes à titre de fournisseurs fiables et responsables de ressources naturelles sur les marchés mondiaux;
- un plan de modernisation visant à améliorer les services consulaires veillera à tenir compte des changements de tendances que l'on observe dans les voyages qu'effectuent les Canadiens;
- la promotion des intérêts du Canada en matière d'économie et de politique étrangère liés à Internet, et des initiatives favorisant un système Internet qui soit sûr, gratuit et universel;
- une initiative visant à promouvoir la démocratie, la liberté et la sécurité, y compris un rôle de chef de file en matière de droits de la personne, de liberté de religion et de démocratie, la réforme du système de la justice et de sécurité, et la réduction de la menace que posent les armes de destruction massive dans les États présentant des lacunes sur le plan de la démocratie et de la sécurité;
- l'élaboration de nouvelles orientations qui guideront l'aide publique au développement du Canada en tenant compte de l'évolution du contexte de développement.

2.1.1.1 Sous-programme : Information internationale et analyse

Description : Les décideurs du gouvernement du Canada obtiennent des produits d'information tels que des rapports de mission, des notes d'information ainsi que des études politiques et économiques, de sorte qu'ils connaissent bien les enjeux liés aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
18 867 303	17 433 453	17 443 968	214	214	214

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les décideurs du gouvernement du Canada connaissent bien les enjeux touchant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les renseignements et les documents d'analyse fournis par le MAECD répondent aux attentes des décideurs du gouvernement du Canada en ce qui concerne leur contenu et leur pertinence quant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	Obtenir les données de référence

Faits saillants de la planification

Des produits d'information et d'analyse de grande qualité, comme des rapports de mission et ceux du Programme d'établissement de rapports sur la sécurité mondiale, des notes d'information et des études et des analyses politiques, économiques et portant sur le développementales seront fournis en temps utile aux décideurs pour veiller à ce qu'ils soient bien au fait des enjeux touchant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

Des renseignements, des études et des analyses concernant l'intégration des politiques et des priorités canadiennes en matière d'affaires étrangères, de commerce international et de développement permettront de favoriser la cohérence dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions au sein du Ministère.

Des données statistiques précises ainsi que des analyses et des études économiques et commerciales seront accessibles en temps opportun aux décideurs et aux autres parties prenantes afin qu'ils connaissent mieux les activités commerciales du Canada à l'échelle internationale.

2.1.1.2 Sous-programme : Conseils stratégiques intégrés en politique internationale

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, les décideurs du gouvernement ont accès à différents produits dont des mémoires à des fins d'intervention, des notes d'information, des mémoires au Cabinet et des exposés, de telle sorte qu'ils connaissent bien toutes les options relatives aux mesures et aux politiques en lien avec les valeurs et les intérêts internationaux du Canada.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
69 907 188	63 562 273	57 646 408	630	631	631

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cibles
Les décideurs du gouvernement du Canada connaissent bien les enjeux ayant une incidence sur les valeurs et les intérêts internationaux du Canada.	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les conseils stratégiques formulés par le MAECD satisfont aux critères de qualité des décideurs ou des clients du gouvernement du Canada en ce qui concerne leur contenu et leur pertinence quant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Les décideurs auront accès à des produits comme des mémoires à des fins d'intervention, des notes d'information, des exposés et des mémoires au Cabinet qui leur permettront de bien connaître les enjeux touchant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

Des conseils stratégiques intégrés en matière d'affaires étrangères, de commerce international et de développement, y compris des stratégies et des plans d'action pangouvernementaux qui guideront l'engagement international du Canada, seront fournis aux ministres et aux hauts fonctionnaires afin d'appuyer la formulation et la cohérence des politiques.

Pour assurer la cohérence dans la planification ministérielle et l'établissement des politiques, on verra à formuler des avis sur les enjeux émergents en politique internationale, à poursuivre la mise en œuvre d'une analyse détaillée du contexte mondial de 2013 à 2016 pour guider la planification à moyen terme, à produire des analyses stratégiques intégrées s'appuyant sur les faits et à soutenir l'innovation au chapitre des politiques.

Des avis juridiques seront émis concernant les questions liées au commerce international et au droit lié à l'investissement, les mesures anticorruption, le droit de la mer, le droit pénal international, le droit diplomatique et consulaire, les droits de la personne et le droit humanitaire international, le droit des traités, le droit des pêches et des océans et le droit environnemental international.

2.1.2 Programme 1.2 : Diplomatie et défense des intérêts

Description : Le MAECD mise sur la diplomatie, la défense des intérêts et la prestation de programmes, à la lumière des consultations menées auprès des parties prenantes locales, afin de mobiliser et d'influencer les acteurs internationaux de manière à promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada.

Ressources financières (en dollars)[18]				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2013-14**	**2014-2015**	**2015-2016**
961 248 050	985 542 151	974 817 932	941 488 836	1 597	1 597	1 597

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
La mobilisation des acteurs internationaux et l'exercice d'une influence sur ceux-ci renforcent le soutien à des mesures conformes aux intérêts et aux valeurs du Canada.	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les positions du Canada sont prises en compte dans les initiatives et les ententes bilatérales.	4
	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les positions canadiennes sont prises en compte dans des initiatives et des ententes multilatérales.	4
	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les positions canadiennes sont prises en compte dans les négociations et les ententes commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales.	4

Faits saillants de la planification

Conformément au Plan d'action sur les marchés mondiaux du MAECD, le Ministère s'efforcera de favoriser la prospérité du Canada en œuvrant à l'élargissement et à la diversification de ses relations commerciales avec des marchés émergents et à forte croissance, notamment au moyen d'accords visant le libre-échange, le transport aérien et la promotion et la protection des investissements étrangers. Les moyens suivants seront aussi mis en œuvre à cet effet :

- une utilisation plus judicieuse de tous les atouts diplomatiques pour accroître le nombre d'entreprises canadiennes sur les marchés prioritaires et leur permettre de connaître encore plus de succès;
- la promotion de l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne;
- la mise en valeur du Canada en tant que source fiable et responsable d'énergie et de minéraux sur les marchés mondiaux;
- le soutien à la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale.

Dans le cadre des Nations Unies, du G-8, du G-20 et d'autres tribunes multilatérales, le MAECD fera la promotion de la démocratie et du respect des droits de la personne et contribuera à l'efficacité de la gouvernance mondiale et à la sécurité internationale en :

- exerçant un rôle prépondérant relativement aux enjeux liés aux droits de la personne, comme le mariage précoce et forcé, la violence envers les femmes, y compris la violence sexuelle, et la liberté

[18] L'écart entre le Budget principal des dépenses de 2014-2015 et les dépenses prévues de 2014-2015 est attribuable au financement à recevoir du Conseil du Trésor en 2014-2015. La diminution dans les années suivantes est liée principalement à l'élimination progressive du financement de programmes.

de religion ou de croyance, ainsi qu'à une résolution des Nations Unies sur la situation des droits de la personne en Iran;
- s'attaquant à des enjeux de sécurité internationale comme le terrorisme, la criminalité transnationale, la prolifération des armes classiques et des armes de destruction massive, la sécurité dans l'espace, ainsi que la sécurité et la stabilité dans les États et les régions fragiles;
- œuvrant à accroître la transparence et la responsabilisation dans d'importantes organisations internationales.

Les relations entre le Canada et les États-Unis seront renforcées grâce à la coopération bilatérale en matière de commerce et de sécurité, notamment :

- la négociation d'une entente qui succédera à l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis;
- le soutien à la vision commune du Canada et des États-Unis de la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique, et la poursuite de programmes de facilitation pour les voyageurs et les programmes d'accès aux marchés.

Le MAECD mettra en œuvre sa Stratégie pangouvernementale d'engagement du Canada dans les Amériques afin d'améliorer les perspectives économiques pour tous, de renforcer la sécurité et les institutions démocratiques, de soutenir les droits de la personne et d'aider à l'établissement de nouveaux liens à tous les échelons et dans tous les secteurs.

Un plan stratégique pour l'Asie guidera l'engagement du Canada dans cette région, y compris par l'intermédiaire de l'APEC, de l'ANASE et du processus du Sommet de l'Asie de l'Est. Il se concentrera aussi sur l'élargissement des relations économiques, de sécurité et de gouvernance et la concrétisation des plans d'accès au marché sur des marchés prioritaires.

Il est prévu de faire progresser la politique étrangère du Canada pour l'Arctique par la concrétisation des priorités de son mandat à la présidence du Conseil de l'Arctique (2013-2015), lesquelles comprennent le développement responsable des ressources, une navigation sûre dans l'Arctique et des collectivités circumpolaires durables.

Le Ministère fera progresser la demande du Canada à la Commission des limites du plateau continental, pour obtenir la reconnaissance internationale de l'ensemble du plateau continental étendu du Canada, et ce, en tant que question de souveraineté nationale.

2.1.2.1 Sous-programme : Promotion des intérêts et diplomatie bilatérales et régionales

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, des démarches, des visites officielles, des activités de diplomatie ouverte et d'autres initiatives axées sur l'accès aux marchés et la défense des intérêts servent à informer les décideurs bilatéraux et régionaux des politiques et des priorités internationales du Canada. S'y ajoutent des programmes de subventions et contributions (p. ex. les programmes pour appuyer « Comprendre le Canada », de bourses d'études internationales et de mobilité des jeunes), qui aident à la poursuite des partenariats bilatéraux en matière d'éducation et favorisent une meilleure connaissance du Canada.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
159 952 613	155 650 298	155 073 030	1 085	1 084	1 084

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les décideurs étrangers à l'échelon bilatéral et régional connaissent bien les politiques et les priorités internationales du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes clés ont été sollicitées par le biais d'activités, de visites et de programmes de sensibilisation.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes clés ont été mobilisées dans le cadre d'activités, de visites et de programmes de défense des intérêts.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les services de protocole ont facilité les relations entre les décideurs étrangers et canadiens.	5

Faits saillants de la planification

Les visites des hauts fonctionnaires et des ministres seront coordonnées de manière à mobiliser les décideurs bilatéraux et régionaux en faveur du programme international du Canada, en offrant notamment des services protocolaires au premier ministre, au gouverneur général, aux cinq ministres du portefeuille et au corps diplomatique étranger au Canada.

Des initiatives ciblées de diplomatie et de défense des intérêts permettront de faire progresser les relations Canada–États-Unis, notamment la mise en valeur du Canada comme source stable et sûre d'énergie et de technologies énergétiques ainsi que le renforcement de la coopération entre les deux pays pour la défense continentale dans le contexte des menaces qui planent sur la sécurité de l'Amérique du Nord.

L'engagement du Canada dans les Amériques sera élargi au moyen d'initiatives diplomatiques, de défense des intérêts, de développement et de partenariats économiques qui auront principalement pour objectif d'améliorer les relations avec le Brésil, les pays de l'Alliance du Pacifique et autres partenaires du libre-échange. On travaillera dans le sens des intérêts du Canada dans le contexte de l'Organisation des États américains, et la sécurité régionale sera renforcée grâce à des initiatives et des programmes visant à favoriser la démocratie, le respect des droits de la personne, la sécurité et la primauté du droit avec un accent sur l'Amérique centrale, les Caraïbes, Haïti, le Mexique, le Chili, la Colombie et le Pérou.

L'engagement économique et politique en Asie sera consolidé avec la mise en œuvre de plans d'action pour la diplomatie et la défense des intérêts à l'intention d'acteurs régionaux importants comme la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud ainsi que l'APEC et l'ANASE. On présentera le Canada comme un fournisseur fiable de gaz naturel liquéfié pour les marchés énergétiques en croissance rapide de l'Asie.

Le Canada continuera de participer au Sommet de l'Asie de l'Est et au Forum élargi des ministres de la Défense de l'ANASE. De plus, il intensifiera le dialogue en matière de sécurité avec les principaux acteurs régionaux, y compris la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et l'Indonésie.

Le Canada apportera son soutien au processus de paix au Moyen-Orient par la défense du droit d'Israël d'exister et son opposition aux mesures unilatérales susceptibles de nuire à ce processus. Il est prévu d'améliorer le contexte des négociations de paix par une aide canadienne aux Palestiniens dans les secteurs de la sécurité, de la justice et du développement économique. Le Canada coopérera avec les alliés dans la région pour promouvoir la paix et la stabilité régionales, y compris en Syrie, en Égypte, en Jordanie et au Liban.

Le Canada continuera à plaider avec force pour que l'Iran s'engage de manière vérifiable sur la voie de la non-prolifération nucléaire et agisse pour redresser sa situation inacceptable au regard du respect des

droits de la personne. Le Canada a contribué aux efforts en vue de l'élimination des stocks d'armes chimiques de la Syrie et la Lybie et des capacités connexes; il ne cesse de soutenir une transition politique dirigée par des Syriens et continuera son travail afin de régler la crise humanitaire. Le MAECD poursuivra un dialogue constructif avec les Iraniens et les Syriens dans le cadre de campagnes de diplomatie directe, et ce, de façon à promouvoir le respect des droits de la personne et de la démocratie.

Le Canada continuera de condamner les violations flagrantes des droits de la personne en Corée du Nord. Il persistera à promouvoir la liberté, y compris la liberté de religion, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit en Asie.

On s'emploiera à maintenir de bonnes relations avec l'Union européenne grâce à des mesures efficaces de défense des intérêts et de coopération relativement aux enjeux liés à l'énergie et à l'environnement, à la croissance économique et à la prospérité, à la démocratie et aux droits de la personne ainsi qu'à l'Arctique. En Ukraine, le Canada défendra les aspirations des Ukrainiens au regard de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit. En Afrique, des initiatives ciblées d'engagement miseront sur la croissance économique dans la région en mettant l'accent sur la protection et la promotion des investissements.

2.1.2.2 Sous-programme : Sommets et promotion des intérêts et diplomatie multilatérales

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, des démarches, des visites officielles, des activités de diplomatie ouverte et d'autres initiatives axées sur l'accès et la défense des intérêts permettent de faire connaître les politiques et les priorités internationales du Canada dans les sommets et auprès des décideurs multilatéraux.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
64 775 262	63 387 338	64 701 735	192	191	190

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les décideurs à l'échelon multilatéral et ceux qui participent aux sommets connaissent bien les politiques et les priorités internationales du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes clés ont été sollicitées par le biais d'activités, de visites et de programmes de défense des intérêts.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes ont été mobilisées.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les services de protocole ont facilité les relations entre les décideurs étrangers et canadiens lors de sommets et d'activités multilatérales.	5

Faits saillants de la planification

Les visites des hauts fonctionnaires et des ministres seront coordonnées de manière à mobiliser les décideurs bilatéraux et régionaux en faveur du programme international du Canada, en offrant notamment des services protocolaires au premier ministre, au gouverneur général, aux cinq ministres du portefeuille et au corps diplomatique étranger au Canada.

Les décideurs à l'échelon multilatéral et ceux qui participent aux sommets seront mobilisés par la voie de la diplomatie et de la défense des intérêts en faveur des résultats obtenus aux Nations Unies, au G-8 et au G-20, lesquels vont dans le sens des valeurs et des intérêts du Canada.

Le Canada s'emploiera à réorienter le Commonwealth en fonction de ses valeurs et de ses principes fondamentaux et à améliorer la coopération avec La Francophonie en fournissant un soutien technique et financier au Sénégal, pays hôte du Sommet de la Francophonie de 2014.

Le MAECD s'attaquera aux violations des droits de la personne, par l'exécution de programmes et la défense des intérêts, et il soulignera le travail des chefs de file en matière de droits de la personne en décernant le prix John Diefenbaker pour la défense de la liberté et des droits de la personne. Le Canada participera à l'Examen périodique universel des Nations Unies et fera progresser ses intérêts dans d'autres instances.

2.1.2.3 Sous-programme : Contributions aux organisations internationales

Description : Ce sous-programme permet le paiement rapide des contributions obligatoires et volontaires et des quotes-parts grâce auxquelles le Canada continue d'avoir accès à plus de 40 organisations internationales et multilatérales.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
545 028 559	552 839 328	552 838 940	11	11	11

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Le Canada est capable d'accéder à des organisations internationales de façon à contribuer à la gestion de questions internationales et à assumer les responsabilités qui s'y rattachent.	Pourcentage des quotes-parts à des organisations multilatérales dont est membre le Canada, qui ont été payées en entier.	100 %
	Pourcentage des quotes-parts à des organisations multilatérales dont est membre le Canada, qui ont été payées à temps.	100 %

Faits saillants de la planification

Le Canada paiera ses quotes-parts à des organisations internationales comme les Nations Unies, dans les délais prévus et sans condition. Le Ministère continuera d'appuyer différentes organisations internationales présentes au Canada, par exemple l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

La section III présente les détails des contributions du Canada aux organisations internationales.

2.1.2.4 Sous-programme : Politique commerciale, négociations, règlement de différends et contrôles

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, le MAECD s'emploie à aplanir les obstacles à l'accès aux marchés au bénéfice de l'industrie canadienne en négociant des accords sur le commerce, l'investissement et le transport aérien, en s'attaquant aux différends commerciaux par le biais de la diplomatie et les mécanismes internationaux de règlement, et en veillant au respect des obligations du Canada en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* pour ce qui est du contrôle de l'échange de marchandises et de technologies précises.

Ressources financières (en dollars)[19]			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
51 544 782	51 339 318	22 299 643	247	249	250

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
La négociation d'accords commerciaux internationaux, aux échelons bilatéral, régional et multilatéral, préserve ou améliore l'accès du Canada au marché international.	Nombre d'accords conclus (y compris des accords de libre-échange, des accords sur le transport aérien et des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers).	10
Les obstacles entourant l'accès au marché auxquels est confrontée l'industrie canadienne à l'étranger et les différends commerciaux internationaux sont résolus ou aplanis.	Degré auquel, sur une échelle de 1 à 5, les obstacles systémiques à l'accès aux marchés, les différends ou les autres enjeux stratégiques ont été réglés en collaboration avec les partenaires, les parties prenantes et les intérêts étrangers.	4
Le Canada s'acquitte de ses obligations en ce qui concerne le contrôle des exportations de marchandises et de technologies précises, conformément aux normes de service établies.	Pourcentage de licences et d'autres documents traités en conformité avec les normes de prestation de service.	95 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD mettra la touche finale aux détails techniques liés à l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne et amorcera le processus de ratification de cette entente.

Sous l'impulsion du Plan d'action sur les marchés mondiaux, les partenariats économiques avec l'Asie seront renforcés au moyen d'initiatives de libre-échange avec l'Inde, la Corée du Sud, le Japon et la Thaïlande, entre autres, et on continuera de faire valoir les intérêts du Canada dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique. Des liens économiques plus étroits seront noués avec des marchés à forte croissance comme la Chine et les pays aux économies émergentes au Moyen-Orient et en Europe.

De concert avec Transports Canada, le MAECD négociera et mettra en œuvre de nouveaux accords plus vastes en matière de transport aérien, conformément à la politique Ciel bleu du Canada. On s'emploiera à conclure des ententes pour la promotion et la protection des investissements étrangers avec des marchés d'intérêt.

L'accès aux marchés dont bénéficient les entreprises canadiennes sera maintenu et élargi grâce à la coopération dans le secteur réglementaire et à la concrétisation rapide des obligations du Canada en vertu des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux. Les intérêts économiques et commerciaux du Canada seront défendus dans le cadre de la gestion courante des différends commerciaux à l'Organisation mondiale du commerce et par le biais d'autres mécanismes de règlement.

Le MAECD continuera de remplir les obligations internationales du Canada pour ce qui est du contrôle des exportations de marchandises et de technologies précises en appliquant, en temps opportun, les

[19] La diminution des dépenses prévues en 2016-2017 est liée principalement à la fin progressive du financement du programme.

mesures de contrôle requises, en évaluant les demandes et en communiquant ses décisions pour le contrôle des exportations.

2.1.2.5 Sous-programme : Gouvernance du programme d'aide internationale (programmes d'Affaires étrangères et Commerce international)

Description : Ce sous-programme soutient le rôle de l'enveloppe de l'aide internationale (EAI) du gouvernement du Canada visant à appuyer les programmes relatifs à la sécurité, à la stabilité et au commerce[20]. La gouvernance globale de l'EAI est une responsabilité commune du ministre des Affaires étrangères et du ministre du Développement international. Parmi les sous-sous-programmes autorisés, il convient de citer le Programme de partenariat mondial, les programmes de renforcement des capacités, un programme de coopération pour l'investissement, le Fonds canadien d'initiatives locales et le Fonds pour la liberté de religion. La section 3 présente en détail les programmes de paiements de transfert du Ministère.

Ressources financières (en dollars)[21] **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
164 240 935	151 601 650	146 575 488	62	62	62

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les programmes d'aide internationale sont mis à profit pour promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada à l'étranger.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, la gestion par le MAECD de l'enveloppe de l'aide internationale reflète les priorités internationales du Canada.	4

Faits saillants de la planification

Le MAECD veillera à ce que les programmes de l'enveloppe de l'aide internationale soient cohérents, conformes aux priorités canadiennes et visent avant tout à promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada, notamment dans les domaines de la sécurité, de la stabilité, des droits de la personne, de la liberté de religion, de la démocratie et de la primauté du droit.

On fera progresser la liberté et la sécurité au sein des États fragiles au moyen d'une approche coordonnée misant sur des programmes et des politiques pour renforcer la démocratie, la primauté du droit et les droits de la personne, et des réactions rapides dans les situations de crise découlant de conflits, de grandes catastrophes naturelles et de situations d'urgence complexes.

La menace que pose la prolifération des armes de destruction massive ainsi que les équipements et l'expertise qui s'y rattachent sera atténuée au moyen d'efforts diplomatiques, de sanctions et d'une mise en œuvre efficace de mesures coordonnées par le Programme de partenariat mondial.

Le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte antiterroristes et le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité aideront à rehausser la capacité internationale à prévenir et à contrer l'activité terroriste ainsi qu'à lutter contre la criminalité transnationale organisée.

[20] Les programmes de développement relevant de l'EAI sont décrits plus en détail sous le résultat stratégique 3.
[21] La diminution des dépenses prévues en 2016-2017 est liée principalement à l'élimination progressive du financement du programme.

Afin de réduire la pauvreté et de créer une croissance économique durable, il est prévu d'aider les entreprises enregistrées au Canada dans leurs efforts pour explorer des possibilités d'investissement à l'étranger.

Il est aussi prévu de promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada au moyen du Fonds canadien d'initiatives locales que gèrent les missions du MAECD à l'étranger. Il s'agira d'aider à la réalisation de projets à court terme et à petite échelle proposés et mis à exécution par des organisations non gouvernementales locales.

Le Bureau de la liberté de religion du MAECD fera la promotion du droit fondamental à la liberté de religion à l'échelle internationale au moyen de programmes et d'activités de sensibilisation pratiques et efficaces dans les pays et les régions où cette liberté est menacée.

2.2 Résultat stratégique 2 : Les services internationaux destinés aux Canadiens – Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.

2.2.1 Programme 2.1 : Commerce international

Description : Dans le cadre de ce programme, le MAECD fournit des services commerciaux ainsi que des conseils aux entreprises canadiennes et aide ces dernières dans la recherche de débouchés à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)[22]				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2013-14**	**2014-2015**	**2015-2016**
155 940 345	169 850 188	148 829 520	147 248 584	1 174	1 174	1 174

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les efforts des exportateurs, des innovateurs et des investisseurs canadiens pour élargir leurs activités internationales sont couronnés de succès.	Nombre d'accords conclus avec l'aide du Service des délégués commerciaux (SDC).	1000
	Pourcentage de clients qui se disent satisfaits des services commerciaux fournis par le SDC.	75 %
Il est possible de faciliter, d'accroître ou de maintenir l'investissement étranger direct.	Nombre de projets réussis en matière d'investissements étrangers directs grâce à l'aide du SDC.	100

Faits saillants de la planification

Les clients du Service des délégués commerciaux auront de meilleures chances de réussite à l'échelle internationale, alors que l'accent sera mis sur les marchés et secteurs prioritaires définis dans le Plan d'action sur les marchés mondiaux :

[22] Les dépenses prévues en 2015-2016 ne comprennent pas le report de fonds du budget de fonctionnement et reflètent l'élimination du financement d'un programme qui doit se terminer au cours de cet exercice. Le RPP de 2015-2016 comprendra les dépenses de programmes, qu'ils soient existants, nouveaux ou renouvelés, ainsi que toute incidence que pourrait avoir le report de fonds du budget de fonctionnement sur le programme de Commerce international.

- une collaboration avec les partenaires du portefeuille, le renforcement des capacités et la mise en œuvre de programmes axés sur les secteurs;
- la promotion d'activités bilatérales en matière d'investissement et d'innovation;
- la mise en valeur du Canada en tant que fournisseur fiable et responsable de ressources et de minéraux sur les marchés mondiaux.

Les clients commerciaux canadiens seront mieux servis dans le cadre du Plan d'action sur les marchés mondiaux alors qu'on mettra à profit tous les atouts diplomatiques pour accroître le nombre d'entreprises canadiennes, et surtout de PME, qui réussissent à l'étranger sur des marchés prioritaires.

Les intérêts du Canada au chapitre du commerce d'intégration pourront progresser grâce à la promotion de l'investissement et de l'innovation au Canada et au soutien offert aux entreprises canadiennes investissant à l'étranger.

Le MAECD collaborera avec ses partenaires du portefeuille commercial (Exportation et Développement Canada et la Corporation commerciale canadienne) afin d'assurer une plus grande cohérence, de soutenir l'engagement commercial dans les pays de priorité et de promouvoir les intérêts du Canada au sein des principales institutions financières internationales et des banques de développement.

2.2.1.1 Sous-programme : Développement du commerce international

Description : Ce sous-programme contribue à faire en sorte que les clients d'affaires canadiens soient mieux au fait des services, des personnes-ressources et des occasions qui se présentent à l'échelle internationale afin d'y avoir plus facilement accès.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
120 045 434	110 072 448	108 496 865	1 065	1 065	1 065

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des clients des milieux d'affaires canadiens ont accès à des services, à des personnes-ressources et à des occasions d'affaires grâce auxquels ils peuvent accéder à des débouchés commerciaux internationaux.	Nombre de débouchés commerciaux trouvés.	5000
	Pourcentage de clients tentant activement de conclure des accords commerciaux.	50 %
	Pourcentage de clients ayant indiqué que le SDC les a aidés à établir des liens avec des clients, des partenaires ou toute autre personne-ressource, ce qui aurait été difficile sans son aide.	60 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère viendra en aide aux entreprises canadiennes en leur fournissant des pistes de réseautage pour les occasions d'affaires, en aidant ceux qui ont le potentiel le plus élevé, en facilitant la mobilité des entreprises et en participant aux initiatives sectorielles stratégiques.

Les entreprises canadiennes seront mieux servies dans le cadre de stratégies proactives misant sur les secteurs et le partenariat dans l'innovation, et ce, sur les marchés et dans les nouveaux secteurs prioritaires.

Des initiatives à l'appui de la Stratégie de responsabilité sociale des entreprises, qui a été renouvelée, permettront de guider les pratiques internationales des entreprises canadiennes du secteur de l'extraction.

Les initiatives de coopération internationale en matière d'infrastructure et de transport, de ressources et d'énergie, de technologies, d'éducation, d'immigration et de visas permettront aux acteurs commerciaux canadiens d'être mieux en mesure de profiter des débouchés en Asie et dans les autres pays ciblés dans le Plan d'action sur les marchés mondiaux.

Le MAECD interviendra sur différents plans en vue de favoriser la réussite au chapitre du commerce, des investissements et de l'innovation, avec un accent sur les marchés prioritaires, grâce à des initiatives qui comprennent :

- le programme Opportunités mondiales pour les associations;
- la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale;
- le soutien aux programmes du Canada pour le commerce d'intégration.

2.2.1.2 Sous-programme : Investissement étranger direct au Canada

Description : Ce sous-programme aide à faire savoir aux investisseurs étrangers que le Canada est un endroit concurrentiel pour l'investissement et contribue aussi aux efforts déployés pour faciliter, élargir ou maintenir l'investissement étranger direct.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
28 070 616	25 709 721	25 707 354

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
57	57	57

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les investisseurs étrangers savent que le Canada est une destination concurrentielle pour l'investissement.	Nombre de participants aux activités portant spécifiquement sur l'investissement.	400
	Pourcentage des participants plus sensibles au Canada en tant que destination concurrentielle pour l'investissement.	75 %
Les investisseurs étrangers manifestent leur intérêt pour les destinations canadiennes en matière d'investissement.	Nombre de visites d'investissement effectuées au Canada qui ont été facilitées par le Service des délégués commerciaux.	175

Faits saillants de la planification

On conservera le même nombre de projets d'investissement étranger à être facilités au Canada grâce à la mise en œuvre du programme de promotion et d'attraction des investissements étrangers directs, lequel misera notamment sur les visites exploratoires d'investisseurs étrangers potentiels au Canada.

On s'emploiera à mieux faire connaître les perspectives d'investissement au Canada au moyen d'initiatives d'information ciblant les décideurs commerciaux clés aux États-Unis, en Europe, en Asie et sur les marchés émergents.

Le Ministère améliorera les services offerts aux investisseurs potentiels dans les secteurs prioritaires et sur les marchés clés en mettant pleinement à contribution son réseau à l'étranger.

2.2.1.3 Sous-programme : L'innovation, la science et la technologie internationale

Description : Ce sous-programme aide les clients des milieux d'affaires canadiens à accéder à des réseaux, à des partenaires et à des ressources qui renforcent leur capacité à innover.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
21 734 138	13 047 351	13 044 365	52	52	52

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des clients canadiens ont accès à des réseaux, à des partenaires et à des ressources qui renforcent leur capacité à innover.	Nombre de partenariats internationaux en recherche et en innovation qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux.	100
	Nombre de débouchés internationaux en innovation et en recherche communiqués aux clients.	250

Faits saillants de la planification

On s'attachera à accroître la réussite des entreprises en matière d'innovation, tout particulièrement dans des secteurs largement axés sur le savoir et l'exportation, conformément au Plan d'action sur les marchés mondiaux. Les entreprises canadiennes pourront accéder à des réseaux, à des partenaires et à des ressources technologiques internationales grâce auxquels ils seront plus concurrentiels et mieux à même d'innover et de s'implanter sur de nouveaux marchés.

Pour accroître les débouchés en matière d'innovation et d'investissement, il est prévu d'attirer l'attention sur l'excellence canadienne dans les secteurs des sciences, de la technologie et de l'innovation dans des enceintes bilatérales d'importance.

Des accords bilatéraux de coopération scientifique, technologique et en matière d'innovation aideront également à la concrétisation des objectifs du gouvernement du Canada. En outre, il est prévu d'élaborer des plans d'action connexes pour des pays prioritaires en vue d'améliorer les résultats commerciaux.

2.2.2 Programme 2.2 : Services consulaires et gestion des urgences

Description : Dans le cadre de ce programme, le MAECD assure la prestation d'une aide et de conseils de nature consulaire qui soient de la meilleure qualité à l'intention des Canadiens qui voyagent à l'étranger. De même, le MAECD coordonne l'intervention du gouvernement du Canada lorsque des situations d'urgence touchent des Canadiens à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
46 104 699	50 646 046	49 112 360	49 087 795	408	408	408

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens sont mieux informés et ainsi bien préparés à voyager de façon sûre et responsable, et ils reçoivent la meilleure aide qui soit à l'étranger.	Pourcentage de Canadiens en voyage à l'étranger qui se trouvent en difficulté.	3/100 000 (nombre de cas par nombre de visites aux États-Unis); 38/100 000 (nombre de cas par nombre de visites à l'extérieur des États-Unis)
	Pourcentage de Canadiens satisfaits des services consulaires courants.	90 %
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les cas consulaires sont traités conformément aux normes de service établies.	4

Faits saillants de la planification

Le MAECD verra à ce que les Canadiens soient mieux préparés à voyager à l'étranger en leur fournissant des renseignements actualisés sur les voyages et la sécurité, notamment au moyen de conseils et d'avertissements à l'intention des voyageurs dans le site Voyage.gc.ca.

Le Ministère prendra les mesures suivantes pour améliorer les services consulaires et de gestion des urgences à l'intention des Canadiens :

- collaboration accrue avec des partenaires nationaux et internationaux ainsi que le secteur privé afin d'améliorer l'assistance consulaire offerte aux Canadiens en situation de détresse à l'étranger;
- renforcement de la fonction de surveillance des urgences, ce qui comprend une surveillance continue des événements mondiaux et de l'aide consulaire d'urgence aux Canadiens à l'étranger, ainsi que les interventions lors de situations d'urgence ou de catastrophes naturelles sur la scène internationale;
- consolidation des équipes permanentes de déploiement rapide du MAECD, une unité formée d'employés spécialisés et déployés pour collaborer avec les ambassades et les consulats du Canada à l'étranger afin de les aider à fournir les services essentiels aux Canadiens qui se trouvent en situation de détresse lors d'une d'urgence;
- amélioration des capacités d'intervention consulaires et en cas d'urgence du MAECD par la dotation de la filière des agents-gestionnaires consulaires et grâce à une formation visant à améliorer l'harmonisation et la coordination des efforts des services consulaires, de gestion des urgences et de sécurité dans les missions et à l'administration centrale.

2.2.2.1 Sous-programme : Promotion de voyages sécuritaires

Description : Ce sous-programme aide à s'assurer que les Canadiens qui se rendent à l'étranger obtiennent en temps utile des renseignements exacts sur la façon de voyager en toute sécurité et de manière responsable.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
1 021 590	990 635	990 139

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
7	7	7

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles

Les Canadiens qui se rendent à l'étranger obtiennent des renseignements exacts en temps opportun sur la façon de voyager en toute sécurité et de manière responsable.	Augmentation, en pourcentage, du nombre d'abonnés aux Dernières nouvelles sur les voyages.	15 %
	Nombre d'abonnés à l'ensemble des sites de médias sociaux portant sur les voyages.	15 000

Faits saillants de la planification

Les Canadiens qui décident de voyager obtiendront des renseignements et des conseils actualisés leur permettant de voyager en toute sécurité et de manière responsable dans le site Voyage.gc.ca du MAECD. Celui-ci présente une carte interactive des bureaux du gouvernement du Canada à l'étranger, de l'information sur le service Inscription des Canadiens à l'étranger, sans compter la possibilité de télécharger l'application mobile canadienne Bon voyage, qui permet aux Canadiens de dénicher des conseils sur les destinations qui sont sûres, sur les exigences relatives au passeport et au visa, et sur les conditions sanitaires. De plus, advenant une situation d'urgence, les Canadiens y trouveront les coordonnées de personnes-ressources dans les ambassades et les consulats du Canada partout dans le monde.

Le MAECD intensifiera ses activités de sensibilisation visant à faire en sorte que les Canadiens voyagent en toute sécurité et de manière responsable par le déploiement d'une stratégie moderne et intégrée. Ayant recours à des moyens non conventionnels, cette stratégie ciblera des Canadiens voyageant à l'étranger, et misera sur les médias sociaux et d'autres outils de communication novateurs.

2.2.2.2 Sous-programme : Assistance consulaire pour les Canadiens

Description : Ce sous-programme offre aux Canadiens en situation de détresse à l'étranger de l'aide consulaire en plus des services consulaires, de citoyenneté et de passeport couramment offerts dans le réseau des missions du Canada à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
26 635 423	25 830 609	25 817 718

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
196	196	196

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens en situation de détresse à l'étranger reçoivent une aide consulaire conforme aux normes de service publiées.	Pourcentage de cas en situation de détresse qui satisfont aux normes de service établies.	90 %
	Pourcentage de cas en situation de détresse où l'intervention a eu lieu dans les 24 heures.	85 %
Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services consulaires, de citoyenneté et de passeport courants conformes aux normes de service publiées.	Pourcentage des clients qui se disent satisfaits de la qualité du service.	90 %

Faits saillants de la planification

On assurera une meilleure gestion des affaires consulaires en améliorant l'évaluation du rendement, en diffusant des normes de service et en insistant sur la mise en application des leçons apprises et des pratiques exemplaires.

Les agents consulaires fourniront un soutien et des conseils pertinents pour les cas complexes, grâce à des analyses plus approfondies de la gestion des cas et de la politique consulaire, sans compter des projections à l'égard des tendances émergentes et des difficultés pouvant avoir une incidence sur les services consulaires canadiens dans les différents pays.

Le MAECD collaborera avec la Gendarmerie royale du Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada et le ministère de la Justice Canada pour gérer le programme Nos enfants disparus qui vise à résoudre les cas d'enlèvement d'enfants à l'étranger.

Le Canada est perçu comme un chef de file international en ce qui concerne les enjeux liés aux enfants. La création de l'Unité consulaire pour les enfants vulnérables est l'un des gestes que pose le gouvernement en vue de protéger et de soutenir les enfants et les parents canadiens. Cette unité comprend un nombre accru d'agents spécialisés en gestion de cas et de conseillers stratégiques spécialisés qui offrent un appui rehaussé dans les dossiers concernant le bien-être, l'enlèvement et le mariage forcé d'enfants. L'Unité consulaire pour les enfants vulnérables contribue à résoudre plus rapidement les cas difficiles et complexes, à les prévenir, ainsi qu'à renforcer la collaboration entre les ministères et entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

2.2.2.3 Sous-programme : Préparation et intervention en cas d'urgence

Description : Ce sous-programme permet aux Canadiens à l'étranger de recevoir rapidement les services consulaires d'urgence dont ils ont besoin en plus d'offrir, à l'échelle du gouvernement, une capacité d'intervention opportune et coordonnée en cas d'urgence internationale.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
22 989 033	22 291 116	22 279 938

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
205	205	205

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services consulaires d'urgence pertinents en temps opportun.	Pourcentage des appels auxquels le Centre de surveillance et d'intervention d'urgence a répondu qui satisfont aux normes de référence établies.	80 %
	Pourcentage de messages envoyés par le système d'inscription de Canadiens à l'étranger aux personnes inscrites, conformément aux normes établies.	100 %
La capacité pangouvernementale d'intervenir rapidement et de manière coordonnée en cas d'urgence internationale est maintenue.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les outils, les procédures et les mécanismes de préparation en cas d'urgence sont mis en œuvre à la suite d'une situation d'urgence.	3

Faits saillants de la planification

Les Canadiens en situation de détresse à l'étranger ont accès, à toute heure du jour, à une assistance consulaire d'urgence par l'entremise du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence du MAECD,

qui apportera un soutien d'urgence et fournira des conseils aux voyageurs canadiens en dehors des heures normales d'ouverture des missions.

Des initiatives de sensibilisation continueront d'encourager les Canadiens voyageant à l'étranger à recourir au service Inscription des Canadiens à l'étranger du MAECD, un service qui permet de les joindre facilement en temps de crise.

La préparation et l'intervention en cas d'urgence seront renforcées par l'amélioration de la fonction de surveillance des urgences, ainsi que par des outils de planification et de préparation, comme les modèles de continuité des activités et les plans d'urgence des missions.

Le MAECD appuiera la coordination internationale des interventions en cas d'urgence en menant conjointement avec des pays aux vues similaires des exercices et des activités de formation pour la gestion des urgences.

2.3 Résultat stratégique 3 : Développement international et aide humanitaire – Réduction de la pauvreté dans les pays où le Canada mène des activités de développement international.

Dans cette section, les résultats attendus, les indicateurs de rendement et les cibles découlent de l'AAP et du Cadre de mesure du rendement de 2013-2014 de l'ancienne ACDI. Une nouvelle AAP intégrée du MAECD sera élaborée au cours de l'exercice 2014-2015. Les pays de concentration du Canada en matière de développement font l'objet d'un examen périodique. En conséquence, les dépenses prévues peuvent évoluer.

2.3.1 Programme 3.1 : États fragiles et collectivités touchées par des crises

Description : Les États fragiles et les collectivités touchées par des crises sont confrontés à des problèmes de développement graves découlant des conflits, de l'instabilité ou des catastrophes naturelles, le tout dans des contextes nationaux et régionaux complexes. Ce programme appuie les initiatives à court terme ayant pour but que les populations touchées par les crises aient accès aux services humanitaires essentiels, de même que les activités à moyen et à long terme visant à favoriser une croissance économique durable et à jeter les bases d'une gouvernance efficace et d'un accès aux services de base.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
689 509 475	689 532 601	687 262 805	687 341 116	113	113	113

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Accès accru aux services essentiels de santé et à l'éducation pour les filles et les garçons les plus vulnérables dans les collectivités touchées par des crises.	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui reçoivent des traitements appropriés et en temps opportun pour soigner le paludisme et d'autres maladies graves.	Freiner le paludisme d'ici 2015 et commencer à réduire son incidence et celle d'autres maladies graves, par pays.
	Pourcentage de filles et de garçons	Voir à ce que les garçons et les

	vulnérables ou affectés par les crises qui sont inscrits à l'école.	filles puissent achever un cycle complet d'études primaires, par pays.
Accès accru aux possibilités de revenu, y compris aux emplois et à la mise sur pied de microentreprises et de petites entreprises, particulièrement pour les femmes, les hommes et les jeunes vulnérables et marginalisés.	Pourcentage de femmes, d'hommes et de jeunes économiquement actifs.	Créer des occasions d'emploi productif, y compris pour les femmes et les jeunes.
Aide humanitaire mieux adaptée pour répondre aux besoins immédiats des populations touchées par une crise.	Pourcentage des besoins de financement des appels globaux qui sont satisfaits.	60 %

Faits saillants de la planification

L'aide du MAECD aux États fragiles et aux collectivités touchées par des crises s'articulera en trois phases :

- premièrement, fournir une aide humanitaire immédiate pour sauver des vies et soulager la souffrance dans le contexte d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle;
- deuxièmement, à mesure que les besoins urgents diminueront, l'aide sera davantage liée aux efforts humanitaires déployés pour assurer le rétablissement des activités, favoriser la résilience et répondre aux besoins à plus long terme de la population, y compris l'accès à des possibilités de générer un revenu, l'amélioration de la sécurité alimentaire et les services essentiels de base;
- troisièmement, à mesure que la stabilité s'installe, des programmes viseront à relancer des économies locales, aideront le secteur privé à créer des emplois et aideront les gouvernements à mettre en place des systèmes et des services qui bénéficieront du soutien d'institutions démocratiques.

2.3.1.1 Sous-programme : Aide humanitaire

Description : Ce sous-programme a pour but d'offrir une aide humanitaire aux populations touchées par un conflit armé ou une catastrophe naturelle. Grâce au financement alloué à des partenaires humanitaires chevronnés, le Canada appuie l'approvisionnement en nourriture, en eau, en services sanitaires et en soins médicaux d'urgence, la construction d'abris et la protection des plus vulnérables. En outre, il soutient la coordination et la logistique des opérations humanitaires.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
364 660 308	354 666 140	354 666 140

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
12	12	12

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Plus grande efficacité des actions humanitaires mises en œuvre par le système humanitaire international, aux chapitres du leadership et de la coordination, de la responsabilisation, de la préparation aux situations d'urgence et de la promotion des intérêts.	Évaluation des progrès à l'égard des trois domaines de la réforme qui ont été cernés par les membres du Comité permanent interorganisations, sur une échelle de 1 à 5.	3

Faits saillants de la planification

Le MAECD répondra aux besoins humanitaires des populations touchées par des conflits, comme en République centrafricaine, aux Philippines, en Syrie, au Soudan du Sud et en Somalie. Dans la foulée, il répondra aux besoins d'un nombre grandissant de personnes touchées par le conflit en Syrie ainsi qu'à ceux provoqués par l'afflux de plus en plus important de réfugiés dans des pays voisins. Alors que la réponse aux besoins fondamentaux face à des crises persistantes continuera de figurer en tête des priorités, les efforts viseront à renforcer la résilience des populations vulnérables afin de jeter des bases plus solides en vue d'un redressement.

Le MAECD apportera une aide humanitaire en temps opportun aux populations touchées par des catastrophes naturelles et il continuera à renforcer sa capacité à intervenir en cas de crises de grande ampleur. Il aidera aussi à renforcer l'état de préparation et la capacité d'action d'un certain nombre de sociétés nationales du Croissant-Rouge dans les Amériques et en Afrique, plus spécifiquement dans le cadre du Partenariat stratégique du Canada avec la Société canadienne de la Croix-Rouge.

Dans toutes les crises, le MAECD jouera un rôle de premier plan afin de répondre aux besoins urgents des populations touchées en matière d'alimentation et de nutrition, tout en aidant à renforcer la sécurité alimentaire à le long terme.

Il s'emploiera également à renforcer le système humanitaire par un soutien au Programme pour la transformation du Comité permanent interorganisations, qui porte en priorité sur l'amélioration du leadership, de la coordination et de la responsabilisation à l'échelle du système.

2.3.1.2 Sous-programme : Afghanistan

Description : Ce sous-programme met l'accent sur l'éducation, la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, les droits de la personne et l'aide humanitaire, en insistant particulièrement sur les femmes, les filles et les garçons.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
90 114 653	93 129 340	93 129 340	30	30	30

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Accès accru des filles et des garçons à des occasions d'apprentissage qui répondent à leurs priorités et à leurs intérêts divers.	Nombre brut d'inscriptions d'élèves aux programmes généraux d'éducation à l'échelle nationale, ventilé par sexe.	8,5 millions

Faits saillants de la planification

À compter de 2014, le gouvernement afghan assumera la responsabilité de différents enjeux de sécurité et de développement qui relevaient des instances internationales. Le Canada appuiera la mise en œuvre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo (CRMT), qui améliorera la responsabilisation, la transparence et les résultats de la part du gouvernement afghan et de la communauté internationale des donateurs. Le Canada suivra le progrès des réformes engagées au titre du CRMT, en particulier en ce qui concerne les droits de la personne, les élections, la lutte contre la corruption et les réformes économiques.

Les programmes de développement du Canada en Afghanistan viseront avant tout à accroître la résilience des femmes et des filles afghanes. Cette importance accordée aux femmes et aux filles

afghanes signifiera de leur donner la capacité de participer à la vie politique, de consolider leur place au sein des cours afghanes, d'intégrer cet accent mis sur les femmes au sein des services de sécurité afghans et mettre à profit les investissements faits en éducation au bénéfice des garçons et des filles. Ceci comprendra de poursuivre les efforts visant à s'attaquer au problème de la violence à l'endroit des femmes et des filles, y compris les mariages précoces, forcés et d'enfants et les programmes visant l'éradication de la polio conformément à l'engagement de 250 millions de dollars qu'a pris le Canada au Sommet mondial sur les vaccins de 2013.

2.3.1.3 Sous-programme : Haïti

Description : Ce sous-programme met l'accent sur la croissance économique durable, la primauté du droit, la gouvernance démocratique et la poursuite de l'aide humanitaire afin de contribuer à la santé et au bien-être des femmes et des jeunes d'Haïti, en particulier la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
93 882 708	93 902 552	93 902 552	38	38	38

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Accès amélioré de la population à des services de santé.	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont été suivies durant leur grossesse (au moins quatre visites prénatales).	80 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD assurera l'obtention de résultats au chapitre du développement durable en Haïti et assumera un rôle prépondérant parmi les bailleurs de fonds, le tout avec un accent mis sur la transparence et la reddition de comptes.

On s'emploiera à favoriser le retour volontaire des personnes déplacées à l'intérieur du pays après le séisme de 2010, y compris 16 000 familles. On appuiera la mise en place d'un système de crédit agricole visant à accroître la production et à améliorer l'entreposage, la transformation et la mise en marché des produits agricoles.

Un accès accru à l'éducation permettra à 20 000 enfants de commencer l'école à l'âge prévu et de mener leur éducation à terme. On verra à améliorer l'accès aux services de soins de santé spécialisés pour les enfants, les femmes et les hommes des Gonaïves, notamment grâce au parachèvement de la construction d'un nouvel hôpital où l'on pourra tenir plus de 250 consultations par jour.

2.3.1.4 Sous-programme : Soudan du Sud

Description : Ce sous-programme appuie le travail réalisé au Soudan du Sud dans le cadre de l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, ainsi que dans les domaines de la sécurité alimentaire et du renforcement de la gouvernance. En outre, il améliorera l'accès à des services vitaux, à des ressources économiques, à des connaissances et des compétences techniques et à l'aide humanitaire.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
70 007 986	76 416 834	76 416 834	17	17	17

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
L'utilisation accrue de services de qualité en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans des zones ciblées.	Nombre de femmes ayant donné naissance à un enfant vivant et qui ont reçu des soins prénatals par un prestataire de soins de santé qualifié	120 000

Faits saillants de la planification

Dans le cadre de l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, le MAECD améliorera la prestation de services de santé vitaux au Soudan du Sud en assurant la formation de 100 travailleurs de la santé, surtout des sages-femmes, et en rendant les travailleurs des services de santé gouvernementaux et communautaires mieux aptes à offrir des services de santé à 25 000 femmes.

Le MAECD continuera à offrir de l'aide humanitaire en mettant l'accent sur l'approvisionnement en nourriture, en eau et en services sanitaires, les soins de santé, le soutien nutritionnel d'urgence et les refuges pour les populations touchées par un conflit et l'insécurité, en plus de coordonner l'ensemble des interventions humanitaires du Canada. Afin de réduire l'insécurité alimentaire, les programmes du MAECD aideront 2 200 agriculteurs à accroître la production d'aliments nutritifs.

2.3.1.5 Sous-programme : Cisjordanie et bande de Gaza

Description : Ce sous-programme appuie la croissance économique durable, la sécurité alimentaire et la réforme du secteur de la justice en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
70 866 946	69 147 939	69 226 250	16	16	16

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Efficacité accrue (transparence, équité et prévisibilité) des institutions et des processus du secteur de la justice.	Perception des professionnels de la justice pénale à l'égard de l'efficacité du système judiciaire (au chapitre de la transparence, de l'équité et de la prévisibilité, sur une échelle allant de médiocre à bon).	Bon

Faits saillants de la planification

Le MAECD mettra l'accent sur la réforme judiciaire, la croissance économique durable, l'aide humanitaire et la sécurité alimentaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Dans le secteur judiciaire, le Ministère contribuera à améliorer l'efficience des procureurs palestiniens pour la conclusion des dossiers, et appuiera la construction d'un tribunal à Tulkarem et à Hebron.

2.3.2 Programme 3.2 : Pays à faible revenu

Description : Les pays à faible revenu sont aux prises avec une pauvreté omniprésente et une capacité institutionnelle limitée; mais de manière générale, la gouvernance et la sécurité publique sont stables. Les programmes offerts dans ces pays visent à améliorer l'éducation et la santé des jeunes et des enfants, à contrer l'insécurité alimentaire, à favoriser une croissance économique inclusive et durable, et à jeter les bases d'une gouvernance démocratique efficace.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
758 754 135	758 805 142	723 776 613	731 538 306	330	330	330

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Hausse de la production agricole durable des femmes, des hommes et des jeunes pauvres en milieu rural.	Production annuelle de produits agricoles dans les régions ciblées par les interventions du MAECD.	De 1990 à 2015, réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim, par pays.
	Taux d'adoption de nouvelles techniques agricoles et de nouvelles variétés de culture par les agriculteurs dans les régions ciblées par les interventions du MAECD.	De 1990 à 2015, réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim, par pays.
Prestation de services de santé accrus aux mères, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans.	Pourcentage d'enfants nés vivants avec l'assistance d'un professionnel de la santé accrédité.	De 1990 à 2015, réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle, par pays.
		Réduire des deux tiers le taux de mortalité des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans, par pays.
Responsabilisation accrue des institutions publiques et civiles pour ce qui est de répondre aux besoins des femmes, des hommes et des enfants.	Note moyenne du programme (sur une échelle de cinq points) accordée en fonction des progrès réalisés par les pays à faible revenu ciblés par le MAECD relativement à ce résultat par les pays.	Un système ouvert, fondé sur les règles et non discriminatoire, par pays.

Faits saillants de la planification

Le MAECD réexaminera sa stratégie dans les différents pays ciblés et poursuivra la mise en œuvre des cadres de responsabilité mutuelle pour assurer aux contribuables canadiens la transparence, la reddition de comptes et les résultats souhaités.

Un soutien sera offert pour appuyer les institutions, les intervenants et les processus démocratiques, notamment en aidant les pays partenaires à tenir des élections libres et équitables et en préconisant la reddition de comptes et la participation citoyenne.

On favorisera la création d'emplois et de revenus en facilitant le développement du secteur privé local et en contribuant à l'essor des microentreprises et des PME, surtout dans les secteurs de l'agriculture et

de l'extraction des ressources. La sécurité alimentaire sera accrue grâce à l'amélioration des systèmes agricoles pour la production d'aliments sains, nutritifs et appropriés.

Le Ministère améliorera l'éducation de base et appuiera des projets pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants au Bangladesh, en Éthiopie, au Mali, au Mozambique et en Tanzanie.

2.3.2.1 Sous-programme : Bangladesh

Description : Ce sous-programme vise surtout à améliorer l'éducation de base et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, à investir dans la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et à appuyer la croissance économique durable, et ce, grâce à l'amélioration des systèmes de gestion des finances publiques et au renforcement des capacités pour l'emploi.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
60 404 345	56 411 447	56 411 447	12	12	12

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Prestation améliorée de services de santé de qualité, particulièrement pour les enfants et les jeunes.	Pourcentage d'enfants pleinement immunisés, âgés de 12 à 23 mois.	90 %
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans dont le poids est inférieur à la norme.	33 %
	Taux d'utilisation de la contraception.	72 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD améliorera l'accès à l'éducation primaire au Bangladesh, en misant sur l'éducation de base pour les enfants pauvres des régions éloignées, y compris les enfants handicapés et ceux provenant de divers groupes ethniques.

On verra à améliorer l'accès aux services de santé, de telle sorte que 90 % des enfants recevront des doses valides de vaccins avant l'âge de 1 an dans tous les districts et toutes les localités.

On favorisera la croissance économique durable en misant sur la gestion des finances publiques et l'amélioration de la formation des travailleurs et de leur sécurité. Le Bureau du contrôleur et du vérificateur général du Bangladesh pourra compter sur des pratiques de vérification et des systèmes mis à niveau, conformément aux normes internationales.

2.3.2.2 Sous-programme : Éthiopie

Description : Ce sous-programme vise à accroître la croissance économique durable et s'attaque aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire en cherchant en priorité à accroître la productivité agricole et les revenus des agriculteurs ainsi qu'à améliorer la nutrition.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
79 570 266	75 227 331	75 227 331	15	15	15

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Production agricole et commercialisation accrues dans les régions ciblées.	Pourcentage d'augmentation des zones sous irrigation (pourcentage de terres cultivées, ventilées par sexe et par âge).	6,1 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère s'attaquera à l'insécurité alimentaire en Éthiopie en aidant les agriculteurs à accroître leur production et leurs revenus et en aidant les entreprises agricoles du secteur privé. D'autres initiatives mettront en place des conditions propices au développement du secteur privé et à la croissance des microentreprises et des PME.

Le Canada continuera de surveiller l'impact des facteurs environnementaux sur l'insécurité alimentaire et les besoins humanitaires, alors que 15 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire dans un contexte d'urgence ou de développement. Le MAECD mettra l'accent sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire et l'amélioration des services axés sur la nutrition préventive au sein de la collectivité.

On renforcera la capacité des quelque 4 000 intervenants et fournisseurs de services des secteurs public et privé au sein de la chaîne de valeurs afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins d'un marché en évolution, alors que les entreprises appartenant à des femmes pourront bénéficier de procédures simplifiées pour l'enregistrement des petites entreprises.

2.3.2.3 Sous-programme : Ghana

Description : Ce sous-programme vise à favoriser la sécurité alimentaire et à soutenir les initiatives cherchant à garantir un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes, parallèlement aux efforts déployés pour améliorer la gouvernance et la reddition de comptes et favoriser un contexte plus propice à la croissance économique au Ghana.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
81 663 993	81 672 811	81 672 811	14	14	14

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleur accès des femmes, des hommes, des enfants et des jeunes aux services sanitaires.	Pourcentage de la population rurale qui a accès aux services sanitaires.	53 %
Efficacité accrue du gouvernement national et des administrations locales pour ce qui est de répondre aux besoins des femmes, des	Pourcentage de l'ensemble des cibles qui ont été atteintes par le gouvernement du Ghana en ce qui concerne le cadre d'évaluation du rendement du soutien budgétaire multidonateurs.	80 %

hommes, des filles et des garçons.		
Accès plus équitable des femmes, des hommes, des enfants et des jeunes aux services de base relatifs à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.	Somme de la production annuelle des principales denrées de base, exprimé en tonnes.	3,75 milliards de tonnes

Faits saillants de la planification

Le MAECD contribuera à réduire la prévalence de la pauvreté et de la faim au Ghana en investissant dans l'agriculture, l'alimentation, l'assainissement des eaux et des services sanitaires, et en instaurant un climat propice à la croissance économique durable.

Conformément à l'engagement qu'a pris le Canada dans le contexte de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G-8, le MAECD appuiera un développement agricole axé sur le secteur privé et assorti d'une assistance ciblée aux petits exploitants agricoles et aux populations vulnérables.

L'accès à l'eau potable sera offert à 120 000 personnes de plus dans le nord du Ghana, et les services sanitaires de base seront améliorés en même temps que les services de nutrition pour les enfants de moins de 5 ans dans les trois régions du nord du pays.

Le MAECD s'attaquera à la déficience des capacités de gestion financière et économique en offrant un soutien technique et une aide financière, et en œuvrant au renforcement des capacités, de manière à créer un contexte plus favorable aux investissements du secteur privé et à contribuer ainsi à une croissance économique durable.

2.3.2.4 Sous-programme : Mali

Description : Ce sous-programme vient en aide aux enfants et aux jeunes, contribue à la sécurité alimentaire et soutient des programmes visant le renforcement des fonctions gouvernementales au Mali.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
125 461 409	113 900 403	113 900 403

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
156	156	156

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cibles
Production agricole accrue	Niveau de production annuelle de riz, de produits maraîchers et de karité.	2,5 millions de tonnes de riz 193 200 tonnes de produits maraîchers 180 000 tonnes de karité

Faits saillants de la planification

Les programmes offerts au Mali viseront en priorité des réformes approfondies de la gouvernance, de la sécurité alimentaire, du développement rural et des secteurs d'intervention sociale comme l'éducation et la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Le MAECD facilitera l'accès de quelque 4 000 hommes et femmes à des infrastructures durables de production agricole et contribuera à faire passer de 15 % en 2010 à 65 % en 2015 la proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë qui reçoivent un traitement adéquat.

La construction et la rénovation d'écoles et de garderies permettront à plus de 25 000 enfants (y compris 12 000 filles) d'avoir accès à une meilleure éducation.

2.3.2.5 Sous-programme : Mozambique

Description : Ce sous-programme vient en aide aux enfants et aux jeunes en mettant l'accent sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, la qualité de l'éducation et la croissance économique durable. En outre, il appuie les initiatives visant à accroître la transparence, la responsabilisation et l'efficacité des institutions publiques nationales et provinciales au Mozambique.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
75 526 915	71 517 604	74 517 604	16	16	16

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Accès accru aux services dont les soins de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants, et à une éducation de qualité.	Pourcentage d'accouchements réalisés dans des installations de santé.	66 %
	Taux d'inscription des garçons et des filles de 6 ans en première année.	83 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD mettra l'accent sur le renforcement des entreprises, l'amélioration des compétences pour l'emploi, la gestion efficace de la croissance du secteur de l'extraction et la surveillance de la pleine mise en œuvre des lois anticorruption au Mozambique.

Le Ministère consolidera le système d'éducation des enfants et des jeunes grâce à une meilleure formation dispensée aux enseignants, une sécurité accrue dans les écoles, la distribution de 17 millions de manuels aux écoles primaires, et une meilleure évaluation des progrès des apprenants au moyen d'un nouveau processus national qui permettra d'évaluer 400 nouvelles écoles par année.

On interviendra en faveur de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants en rehaussant la formation de 1 700 travailleurs spécialisés dans le domaine de la santé.

2.3.2.6 Sous-programme : Pakistan

Description : Ce sous-programme vient en aide aux enfants et aux jeunes du Pakistan en mettant l'accent sur l'éducation et la croissance économique durable, en ciblant l'autonomisation économique des femmes et la promotion des droits de la personne dont la liberté de religion.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
28 910 575	28 916 672	28 916 672	12	12	12

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Accès accru des filles et des garçons à des services d'éducation de qualité offerts par le système public.	Taux d'inscription net à l'école primaire et secondaire dans les provinces ciblées.	100 %
	Nombre d'enseignants du système public qui ont été formés.	400 000
Meilleures conditions pour favoriser la participation des femmes à la croissance économique durable du pays.	Pourcentage de participation des femmes à la main-d'œuvre.	25 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera à mettre l'accent sur l'éducation publique, l'autonomisation économique des femmes et des interventions ciblées. En outre, les efforts d'éradication de la poliomyélite seront appuyés au Pakistan, conformément à l'engagement de 250 millions de dollars qu'a pris le Canada au Sommet mondial sur les vaccins.

Le MAECD s'emploiera à accroître la crédibilité et l'efficacité des institutions démocratiques ainsi que des processus et des mécanismes de défense des droits de la personne aux échelons national et local et à appuyer la participation des femmes aux initiatives visant une croissance économique durable. L'accès à l'éducation primaire sera facilité, notamment grâce au parachèvement de la construction d'écoles dans les zones touchées par le séisme de 2005.

2.3.2.7 Sous-programme : Sénégal

Description : Ce sous-programme vient en aide aux enfants et aux jeunes du Sénégal. Il met l'accent sur l'éducation de base et la sécurité alimentaire et mise sur une intensification des activités aux chapitres de l'agriculture, de l'alimentation et de la microfinance.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
51 258 220	51 266 575	51 266 575

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
14	14	14

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Plus grande valeur ajoutée des activités d'exploitation et de transformation agroforestières, principalement dans les zones ciblées.	Nombre d'agriculteurs sénégalais qui reçoivent un soutien en vue d'augmenter leur production.	266 570
Efficacité accrue du système d'éducation à tous les niveaux.	Taux d'achèvement à l'élémentaire.	85 %

Faits saillants de la planification

Au Sénégal, les programmes du MAECD viseront en priorité la réforme des finances publiques, l'accroissement de la transparence et la lutte contre la corruption, et s'inscriront dans les efforts déployés pour assurer le respect des normes établies dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Le Canada et le Sénégal collaboreront en vue d'atteindre les objectifs du Cadre de responsabilité mutuelle entre les deux pays.

Le Canada contribuera à consolider l'éducation de base et les programmes de formation professionnelle, et mettra davantage l'accent sur la protection des enfants, surtout des filles, pour aider 190 000 garçons et filles à terminer leurs études primaires.

Le MAECD aidera le Sénégal à mettre en œuvre son récent cadre de coopération national aux fins de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. On y ciblera la productivité des petits exploitants agricoles afin d'appuyer ce secteur et d'atténuer l'impact des crises alimentaires.

Le soutien aux mécanismes ruraux de microfinance permettra aux agriculteurs d'avoir plus facilement accès à des services financiers et à du crédit, ce qui aidera notamment 140 000 microentreprises et PME en milieu rural à accroître leur production et leur productivité.

De même, le Canada appuiera le Sénégal en tant que pays hôte du 15e Sommet de la Francophonie qui se tiendra en 2014.

2.3.2.8 Sous-programme : Tanzanie

Description : Ce sous-programme offre du soutien pour assurer l'avenir des enfants et des jeunes en Tanzanie, favoriser la croissance économique durable et encourager une gouvernance plus responsable et inclusive.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
101 443 596	85 734 397	82 643 095	16	16	16

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Conditions plus propices au développement durable et à la réduction de la pauvreté pour les Tanzaniens.	Les recettes fiscales intérieures et les recettes non fiscales en pourcentage du produit intérieur brut.	18 %
Meilleure utilisation équitable de services de qualité (éducation et santé) par les Tanzaniens.	Pourcentage d'accouchements assistés par un travailleur de la santé qualifié.	80 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD appuiera des initiatives visant à créer un contexte plus propice à la croissance économique en Tanzanie par l'assainissement des finances publiques et la réforme réglementaire, en plus de nouvelles initiatives destinées à élargir les perspectives économiques pour les démunis. Le Canada continuera de soutenir les avancées de la Tanzanie en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et ceux relatifs à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans le cadre des engagements du Canada entourant l'Initiative de Muskoka.

Dans le cadre du partenariat conclu avec la Tanzanie dans le contexte du G-8 pour soutenir la transparence du secteur extractif, le Canada appuiera les mesures ayant pour but de favoriser la transparence, la reddition de comptes et la croissance dans le secteur de l'extraction des ressources naturelles en Tanzanie afin qu'il contribue à la croissance économique générale du pays. Une aide sera fournie aux fins de la mise au point de cadres juridique et réglementaire nécessaires pour guider la gestion du secteur de l'extraction.

Le Canada aidera 80 établissements de santé publique additionnels à offrir des soins d'urgence en obstétrique et néonatalité afin d'améliorer la santé des femmes et des nouveau-nés, et appuiera quatre districts dans leurs efforts pour atteindre une moyenne de 50 % de nouveau-nés nourris au sein après leur naissance dans un établissement de santé.

2.3.2.9 Sous-programme : Vietnam

Description : Ce sous-programme appuie la lutte à la pauvreté au moyen de programmes visant la croissance économique durable, conformément aux priorités du Vietnam en matière de développement.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
20 916 199	20 921 433	20 921 433	7	7	7

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Contexte plus favorable pour des institutions efficaces et responsables, en faveur de la croissance économique.	Note sur la qualité de la réglementation[23].	0,52
	Note sur l'efficacité du gouvernement[24].	0,30

Faits saillants de la planification

Au Vietnam, le MAECD concentrera ses efforts sur la réforme financière et bancaire, les compétences professionnelles et le développement des entreprises, en appuyant notamment la cohérence et la normalisation au sein du processus législatif et une participation accrue des citoyens et du secteur privé à l'élaboration des lois.

On s'efforcera de créer un climat propice à la création de PME avec un objectif d'enregistrer 270 nouvelles PME dans la province de Soc Trang d'ici 2015.

2.3.2.10 Sous-programme : Autres programmes d'aide aux pays à faible revenu

Description : Les programmes offerts dans ces pays visent généralement à pallier des ressources budgétaires limitées en ciblant leurs priorités en matière de développement parallèlement à des efforts pour améliorer la sécurité alimentaire, stimuler la croissance économique durable, assurer l'avenir des enfants et des jeunes et appuyer la gouvernance.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
133 649 624	138 207 940	146 060 935	68	68	68

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Accès élargi aux services de santé de	Pourcentage d'accouchements assistés	Augmentation des

[23] La capacité du gouvernement de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des règlements étoffés qui permettent le développement du secteur privé et qui en font la promotion.

[24] La qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le niveau d'indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité des politiques formulées et mises en œuvre, et la crédibilité du gouvernement vis-à-vis son engagement envers de telles politiques.

base, particulièrement dans les régions où il y a peu d'accès à ces services.	par un accoucheur qualifié.	pourcentages dans les pays visés.
Qualité de l'éducation primaire rehaussée pour les garçons et les filles.	Taux d'achèvement des études primaires, ventilé par sexe.	Augmentation des taux dans les pays visés.
Productivité agricole accrue, particulièrement parmi les femmes, les jeunes et les autres petits agriculteurs dans les pays ciblés.	Nombre d'exploitants agricoles qui réussissent à augmenter leur production.	11 millions

Faits saillants de la planification

Le MAECD assure une présence limitée dans différents pays à faible revenu où les investissements seront relativement faibles, diversifiés et ciblés stratégiquement.

Le Ministère appuiera le secteur productif privé et encouragera la participation à des activités créatrices de revenus. Dans les collectivités marginalisées où les investissements dans le secteur de l'extraction sont en croissance, les plus démunis profiteront d'un meilleur accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Afin d'améliorer la santé des mères et des enfants, un plus grand nombre de femmes enceintes auront accès à des soins prénataux. Des projets permettront d'accroître la proportion d'enfants de moins de 6 mois exclusivement nourris au sein et celle des enfants de 6 à 24 mois dont le régime alimentaire satisfait aux normes minimales.

2.3.3 Programme 3.3 : Pays à revenu intermédiaire

Description : Les pays à revenu intermédiaire sont aux prises avec des difficultés au chapitre du développement et de la croissance économique durable. Malgré des fondations socioéconomiques plus solides, ils doivent tout de même composer avec des inégalités importantes et des taux de pauvreté élevés. Ce programme offre une aide technique visant à favoriser un accès équitable aux perspectives économiques et à consolider les économies locales, à étendre la prestation des services aux groupes marginalisés, et à mettre en place des institutions démocratiques responsables.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
351 038 683	351 070 532	362 707 668	357 509 871	134	134	134

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Économies locales plus concurrentielles, particulièrement pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, ainsi que les entreprises dirigées par des femmes dans les régions plus pauvres.	Niveau d'intégration des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dans les marchés locaux et régionaux, par pays.	Pleine intégration en vue d'un travail décent et productif.
Accès accru à une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes (garçons et	Taux net d'inscription à l'école primaire, en	1:1

filles) marginalisés, en particulier ceux qui vivent dans les collectivités éloignées.	fonction du sexe	
Participation renforcée des citoyens pour maintenir les progrès sociaux et économiques.	Score à l'égard de la responsabilité - Banque mondiale.	Poursuivre la mise en place d'un système ouvert, fondé sur les règles et non discriminatoire, par pays.

Faits saillants de la planification

Afin d'assurer aux contribuables canadiens la transparence, la reddition de comptes et les résultats souhaités, des cadres de responsabilisation mutuelle seront mis de l'avant, et un soutien sera apporté aux initiatives de réforme réglementaire pour stimuler la croissance des entreprises et renforcer la gestion des ressources naturelles.

Le MAECD travaillera à favoriser l'égalité d'accès aux perspectives économiques, offrira de la formation aux femmes à la tête de PME et améliorera l'accès aux services d'épargne et de crédit ainsi qu'à la formation professionnelle et entrepreneuriale pour les jeunes.

2.3.3.1 Sous-programme : Bolivie

Description : Ce sous-programme vise à assurer un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes de la Bolivie en mettant l'accent sur la santé des mères et des enfants, et sur les initiatives visant à stimuler une croissance économique durable axée sur l'acquisition de compétences, la création d'entreprises et les partenariats efficaces entre les organisations non gouvernementales, les entreprises du secteurs de l'extraction et les collectivités.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
9 437 848	9 439 711	9 439 711

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
4	4	4

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Efficacité accrue des acteurs du secteur de la santé dans la mise en œuvre des politiques nationales de santé d'une manière qui réponde aux besoins des populations vulnérables.	Pourcentage d'accouchements réalisés par un travailleur de la santé qualifié.	76 %
	Pourcentage de garçons et de filles de moins de 2 ans qui souffrent d'un retard de croissance.	22 % (25 % garçons) (17 % filles)

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera de mettre en œuvre des programmes pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et la croissance économique durable, en mettant l'accent sur la manière dont la Bolivie adapte les priorités relatives à son budget de développement pour tenir compte de l'évolution du soutien et de l'aide financière obtenus. Pour assurer une gestion responsable des ressources, le Ministère surveillera la rédaction de nouvelles lois boliviennes en matière d'investissements, d'hydrocarbures et de mines.

On offrira un soutien au chapitre de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants au moyen d'initiatives déployées dans des municipalités ciblées afin de faire en sorte que 76 % des accouchements se déroulent avec l'aide de travailleurs de la santé qualifiés et que 78 % des enfants de moins de 2 ans aient une alimentation adéquate.

Plus d'un millier de femmes perfectionneront leurs compétences pour ce qui est des stratégies de commercialisation, des métiers techniques et de l'entrepreneuriat et plus de 1 000 autres acquerront de nouvelles compétences en leadership et en gestion.

2.3.3.2 Sous-programme : Région des Caraïbes

Description : Ce sous-programme vise à favoriser une croissance économique durable en insistant sur la responsabilisation des institutions publiques, l'entrepreneuriat et l'accès aux marchés, ainsi qu'à améliorer la sécurité par le renforcement de la primauté du droit et la réduction de la vulnérabilité à l'égard des catastrophes naturelles.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
56 621 088	56 525 490	56 525 457	59	59	59

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Création d'entreprises rehaussée et échanges commerciaux et économiques accrus.	Valeur des investissements privés dans les infrastructures dans le cadre de partenariats public-privé.	150 millions de dollars américains
	Nombre de nouveaux emplois créés pour les femmes et les jeunes.	5 900 (50% pour les femmes et les jeunes) d'ici 2017

Faits saillants de la planification

Les programmes du MAECD mettront l'accent sur la croissance économique durable, le renforcement des institutions démocratiques pour la gestion des fonds publics, et l'acquisition de compétences nécessaires à l'emploi. Ils feront progresser la primauté du droit de manière à améliorer la sécurité des citoyens et renforceront la capacité d'atténuer l'impact des catastrophes naturelles et d'y réagir par l'entremise du Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes.

Au total, 35 professionnels du secteur juridique recevront une formation en planification stratégique, en planification des affaires, en gestion axée sur les résultats, en élaboration de politiques, et en contrôle et évaluation. Aussi, 67 projets seront réalisés pour renforcer les capacités locales en matière de préparation des mesures d'urgence et de gestion des catastrophes.

2.3.3.3 Sous-programme : Colombie

Description : Ce sous-programme vise à assurer un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes de la Colombie. L'accent sera mis sur un accès accru à l'éducation de base et sur la protection des droits de la personne, et sur le fait de stimuler la croissance économique en axant les efforts sur une véritable responsabilité sociale des entreprises.

Ressources financières (en dollars) | **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
23 961 756	23 965 354	23 965 354	7	7	7

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Pour les groupes les plus vulnérables, des retombées sociales et économiques plus importantes découlant du développement socioéconomique, et durable sur le plan environnemental, de leurs collectivités.	Nombre de jeunes vulnérables et à risque qui jouent un rôle actif dans les occasions de développement économique.	2 521

Faits saillants de la planification

Les programmes du MAECD contribueront à la défense des droits des enfants et favoriseront le développement économique rural, notamment au moyen de partenariats avec le secteur privé. Le Canada offrira une aide humanitaire d'importance pour répondre aux situations d'urgence et aux besoins des collectivités touchées par le conflit armé colombien et les déplacements.

Le gouvernement colombien sera encouragé à assurer un plus grand respect des droits de la personne, notamment par le biais de la restitution des terres et des services offerts aux victimes du conflit armé.

Grâce aux programmes du MAECD, 10 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays profiteront de services et de débouchés économiques dans 12 collectivités; 2 521 jeunes à risque bénéficieront de perspectives de développement économique; et 3 600 jeunes à risque auront accès à une formation en leadership communautaire. On verra à appuyer des stratégies de développement économique régional et à bonifier les outils financiers à l'intention des petits producteurs agricoles dans les zones rurales.

2.3.3.4 Sous-programme : Honduras

Description : Ce sous-programme vise à favoriser la sécurité alimentaire et à assurer un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes, surtout dans les régions rurales.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
25 308 414	25 313 818	25 313 818	12	12	12

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Prestation améliorée des services d'éducation de base.	Pourcentage des enfants qui terminent avec succès la sixième année.	100 %
	Nombre de jours d'école par an.	200

Faits saillants de la planification

Le MAECD travaillera avec des partenaires afin de mettre en œuvre des programmes en matière d'éducation, de santé et de sécurité alimentaire, et envisagera des initiatives visant à accroître les perspectives de revenu et d'affaires des petits exploitants agricoles, et à favoriser l'autonomisation économique des femmes, la croissance économique rurale et le développement socioéconomique.

Par ailleurs, deux initiatives visant la sécurité alimentaire seront mises en place, notamment la prestation d'une formation en agriculture durable à 25 000 fermiers, et l'installation de 3 000 cuisinières écologiques et autant de systèmes d'irrigation à petite échelle pour aider les petits exploitants agricoles à accroître leur production.

2.3.3.5 Sous-programme : Indonésie

Description : Ce sous-programme appuie le développement économique durable, conformément aux priorités de développement établies par le pays.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
24 903 302	27 908 449	31 908 450

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
9	9	9

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleure planification et mise en œuvre des programmes et des stratégies de développement économique au sein des gouvernements provinciaux et des administrations de district, dans les régions ciblées.	Notes d'évaluation relatives à la gestion des finances publiques des administrations locales.	80 %
	Niveau de satisfaction des marchands à l'égard du système d'approvisionnement (sur une échelle de 10 points).	5,84
Amélioration de la gestion des ressources naturelles et utilisation d'outils écologiquement amicaux, de manière à produire des revenus pour les pauvres et à protéger lesdits revenus.	Pourcentage de la hausse des revenus de 1 200 ménages démunis dans la zone ciblée.	100 %
	Nombre d'entreprises créées dans le domaine de l'agroforesterie et axées sur les marchés.	100 d'ici 2016

Faits saillants de la planification

Les programmes du MAECD en Indonésie appuieront la croissance économique durable au moyen d'une transparence gouvernementale accrue et d'une saine gestion financière, et instaureront un climat propice à l'investissement et à la croissance du secteur privé, sans compter un soutien à la gestion des ressources naturelles et à l'acquisition des compétences nécessaires à l'emploi.

Des initiatives et des projets ciblés feront la promotion des valeurs démocratiques, de la tolérance religieuse et du pluralisme.

2.3.3.6 Sous-programme : Pérou

Description : Ce sous-programme vise à assurer un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes du Pérou et à favoriser la croissance économique durable, conformément aux priorités de développement définies par le pays.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 701 253	25 704 453	25 704 453

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
6	6	6

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cibles
Efficacité accrue de l'éducation de base offerte aux enfants et aux jeunes des deux sexes en milieu rural.	Pourcentage des élèves des régions rurales qui terminent l'école primaire dans le délai prévu.	79,7 % (filles) 78,5 % (garçons)

Faits saillants de la planification

Le MAECD contribuera à améliorer l'éducation interculturelle bilingue au bénéfice de 325 000 enfants autochtones ainsi que la gestion de l'éducation au sein du ministère péruvien.

On appuiera le développement durable dans les secteurs des ressources naturelles en améliorant la réglementation et en prévenant les conflits reliés aux ressources naturelles, en favorisant une utilisation transparente des redevances tirées des ressources pour le développement local, et en facilitant la diversité économique dans les régions visées par l'extraction. Cela comprend d'accroître les investissements dans les infrastructures nécessaires aux services publics grâce aux redevances tirées de l'extraction des ressources, et de porter à 4 750 le nombre de microprêts consentis à des microentreprises et à des PME.

À la faveur de partenariats avec des entreprises privées, le MAECD appuiera aussi le développement local dans les régions tributaires du secteur de l'extraction et misera sur les programmes de formation technique.

2.3.3.7 Sous-programme : Ukraine

Description : Ce sous-programme vise à offrir un soutien technique en vue de rehausser la gouvernance démocratique, la primauté du droit et les débouchés pour les Ukrainiens. Une aide humanitaire sera accordée en vue d'appuyer les organisations de la société civile afin de renforcer la gouvernance démocratique.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
21 062 145	21 067 168	21 067 168

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
9	9	9

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Compétitivité accrue des petites et moyennes entreprises et des petits exploitants agricoles de l'Ukraine.	Pourcentage moyen des ventes et des revenus des petites et moyennes entreprises par rapport aux revenus globaux, par région.	Zaporizhia : 20 % Ivano-Frankivsk : 23 %
Climat plus propice aux affaires pour les femmes et les hommes d'Ukraine.	Nombre de petites et moyennes entreprises inscrites pour 10 000 personnes, par région.	Zaporizhia : 87 Ivano-Frankivsk : 70 Lviv : 95

Faits saillants de la planification

Les programmes du MAECD viseront en priorité la création de perspectives économiques pour les Ukrainiens et la promotion de la démocratie et de la primauté du droit. Conformément à une recommandation formulée par le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, le MAECD travaillera à la promotion de la démocratie dans le cadre de projets ciblant les problèmes minant la démocratie et la primauté du droit, en préconisant des élections libres et équitables et en appuyant la réforme judiciaire.

On encouragera une participation accrue des citoyens à la prise de décisions en rehaussant la capacité de surveillance des élections dans la société civile et en appuyant la liberté des médias au moyen de réformes législatives et réglementaires.

Le Ministère favorisera la croissance économique durable en soutenant la création de petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur agricole. On appuiera la mise en œuvre de plans stratégiques améliorés pour le développement économique dans 12 villes ukrainiennes en vue de contribuer à la création d'agences de développement économique et de centres de soutien aux entreprises, surtout aux PME.

2.3.3.8 Sous-programme : Autres programmes d'aide aux pays à revenu intermédiaire

Description : Les programmes offerts dans ces pays et à l'échelle régionale se caractérisent par des budgets modestes et un accent mis sur les priorités qui sont définies en matière de développement, parallèlement à la volonté d'accroître la sécurité alimentaire, de stimuler une croissance économique durable, d'assurer un avenir meilleur aux enfants et aux jeunes, et d'appuyer la gouvernance démocratique.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
164 074 726	172 783 225	163 585 460	28	28	28

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Responsabilisation accrue des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile sélectionnées.	Note de la Banque mondiale au chapitre de la voix citoyenne et de la responsabilité.	Amélioration des notes des pays sélectionnés.

Faits saillants de la planification

Le MAECD maintient une présence dans différents pays à revenu intermédiaire où les investissements seront relativement diversifiés et stratégiquement ciblés. On s'emploiera à renforcer la capacité du gouvernement de stimuler et de maintenir les investissements publics et privés ainsi qu'à assurer la promotion des droits de la personne au sein des groupes vulnérables et le soutien connexe.

Pour ce qui est de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, un plus grand nombre de femmes enceintes bénéficieront d'au moins quatre visites de soins prénataux et un plus grand nombre d'enfants de moins de 5 ans profiteront d'une moustiquaire de lit imprégnée d'insecticide dans les régions ciblées. Une réforme permettra d'améliorer l'éducation de base, et les travailleurs du secteur énergétique et minier recevront une formation qui mènera à une certification satisfaisant aux normes internationales de compétence.

D'autres initiatives appuieront le développement durable, la productivité des petits exploitants agricoles et des petites entreprises, et la croissance des microentreprises et des PME.

2.3.4 Programme 3.4 : Engagement à l'échelle mondiale et politiques stratégiques

Description : Le MAECD est présent au sein des organisations multilatérales et internationales afin de faire progresser les priorités du Canada au chapitre de l'aide humanitaire et du développement. Ces partenaires possèdent les capacités et l'expertise et sont mandatés pour s'attaquer aux problèmes internationaux, produire des résultats en matière de développement durable, y compris dans les États fragiles et touchés par des conflits, et agir avec efficience et efficacité lorsque surviennent des crises

humanitaires. Les initiatives qu'appuie ce programme aident le Canada à façonner les politiques internationales de développement, à promouvoir un système multilatéral de développement et d'aide humanitaire réel et efficient, et à s'attaquer aux problèmes mondiaux.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
973 708 941	973 759 140	976 979 354	982 287 089	221	221	221

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Efficacité accrue de la coopération du Canada en faveur du développement, au moyen de la collaboration avec des organisations multilatérales et internationales, et de l'investissement dans celles-ci, pour relever les défis liés au développement et à l'aide humanitaire.	Progrès à l'égard de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation et du taux d'emploi dans les pays en développement, à l'échelle mondiale.	Cibles liées aux objectifs du Millénaire pour le développement (1 à 6), par pays.
Capacité accrue d'enregistrer des progrès à l'égard des priorités du Canada en matière de développement à l'échelle nationale et internationale.	Preuve de l'influence du Canada sur le programme mondial de développement international.	Rapports qualitatifs
	Cohérence entre les politiques d'aide et les autres politiques au sein des organisations multinationales.	Rapports qualitatifs

Faits saillants de la planification

Le MAECD adhère à des organisations multilatérales et internationales en vue d'intensifier les efforts de réduction de la pauvreté déployés par le Canada, de favoriser l'efficience des interventions en cas de crises humanitaires à l'étranger et d'influer sur le programme mondial de développement. On préconisera l'établissement de partenariats novateurs, notamment avec le secteur privé, pour appuyer la coopération aux fins du développement. Des mesures seront prises pour améliorer la reddition de comptes et faciliter l'accès à l'information concernant l'aide internationale offerte par le Canada.

La mise en œuvre de la Stratégie du Canada sur l'efficacité de l'aide multilatérale permettra de bonifier les programmes multilatéraux du MAECD, lesquels bénéficieront également d'une visibilité accrue des résultats obtenus au chapitre de l'aide humanitaire et du développement en partenariat avec des organisations multilatérales et internationales.

2.3.4.1 Sous-programme : Politiques en matière de développement international

Description : Ce sous-programme guide les politiques canadiennes en matière de développement international, notamment pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, de l'égalité entre les sexes, de la viabilité environnementale, de la santé et de l'éducation, de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la gouvernance démocratique et des droits de la personne. En outre, il permet de représenter et de mettre en valeur les positions du Canada à l'égard de ces enjeux sur des

tribunes internationales comme les Nations Unies et le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
18 066 082	18 127 342	17 180 330	128	128	128

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Renforcement des processus de prise de décisions fondés sur des données probantes dans les domaines prioritaires du MAECD.	Pourcentage des programmes qui intègrent au moins un thème prioritaire à leur programmation.	100 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD verra à accroître les retombées de son aide internationale au développement, y compris : en tirant parti de partenariats avec le secteur privé, des groupes de différents diasporas et d'autres partenaires non traditionnels; en s'assurant d'une meilleure cohérence entre les activités de programme liées au développement et les objectifs commerciaux et de politique étrangère; en rehaussant l'efficacité de l'aide; et en veillant à ce que la contribution du Canada obtienne davantage visibilité et de reconnaissance.

Au chapitre du développement, la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants demeureront une priorité phare, et une nouvelle stratégie précisera les engagements à venir du Canada. Le MAECD œuvrera afin que cette priorité et d'autres priorités canadiennes soient pleinement prises en compte au regard du programme pour le développement pour la période post-2015.

2.3.4.2 Sous-programme : Relations multilatérales stratégiques

Description : Ce sous-programme s'intéresse en priorité aux relations stratégiques avec des organisations multilatérales et internationales. Le soutien et le financement à long terme des institutions permettent au Canada de mettre en commun ses ressources avec les autres pays membres afin d'obtenir de meilleurs résultats grâce à un effort collectif.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
686 589 901	686 621 228	686 621 229	67	67	67

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Plus grande harmonisation entre la programmation des organisations de développement multilatérales et les plans nationaux de réduction de la pauvreté des pays en développement ou les stratégies de développement nationales.	Progrès réalisés par rapport aux engagements du programme international en matière d'efficacité de l'aide.	L'objectif de la Déclaration de Paris est de réduire de moitié la part des apports d'aide aux secteurs publics qui n'est pas comptabilisée dans les budgets des gouvernements (au moins 85 % des apports d'aide étant comptabilisés dans ces budgets). Le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales souhaite constater des améliorations par rapport aux évaluations antérieures de chaque organisation multilatérale.

Faits saillants de la planification

Le MAECD s'emploiera à accroître l'efficacité de ses partenaires multilatéraux de telle sorte que le financement canadien offert par leur entremise entraîne des résultats durables. Le Ministère continuera de promouvoir l'efficacité de l'aide multilatérale, y compris par l'entremise du Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales. On encouragera les partenaires à mettre l'accent sur les priorités principales en tenant compte des domaines d'expertise de chacun et d'un partage approprié du travail aux échelons national et international.

On encouragera les banques régionales de développement à favoriser une croissance économique durable dans les pays en développement. Des organisations du secteur de la santé comme l'alliance GAVI et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme obtiendront du soutien en vue d'améliorer la santé et l'alimentation des femmes et des enfants.

On appuiera également le travail d'organismes comme le Fonds international de développement agricole afin d'améliorer la sécurité alimentaire. En outre, on apportera un soutien à des organisations des Nations Unies vouées au développement comme le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF afin de faire la promotion de la gouvernance démocratique, du respect des droits de la personne et de la protection des mères, des nouveau-nés et des enfants.

2.3.4.3 Sous-programme : Programmes multilatéraux et mondiaux

Description : Ce sous-programme mise sur des programmes offerts par les organisations multilatérales et dans le cadre d'initiatives internationales pour s'attaquer à des enjeux planétaires comme les maladies transmissibles, l'environnement et la croissance économique durable. Le Ministère intervient directement auprès de l'organisation offrant le programme pour en assurer l'efficacité, fournir des conseils stratégiques et veiller à ce que des évaluations indépendantes de ces programmes soient menées régulièrement.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
269 103 157	272 230 784	278 485 530	26	26	26

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cibles
Cohérence accrue entre les programmes multilatéraux et mondiaux soutenus et les priorités du MAECD ou d'autres acteurs du gouvernement du Canada.	Étendue de l'harmonisation entre les priorités du MAECD/du gouvernement du Canada et les programmes multilatéraux et mondiaux soutenus par le MAECD (touchant des secteurs et des thèmes tels que la santé, la croissance économique, l'environnement, l'éducation, la sécurité alimentaire et la gouvernance).	100 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD appuiera les initiatives multilatérales et internationales qui aident des organisations partenaires à travailler plus efficacement dans le sens des priorités du Canada en matière de développement. Il s'agit de programmes mettant l'accent sur la santé, notamment celle des mères, des nouveau-nés et des enfants, la croissance économique par la gestion des ressources naturelles et l'essor du secteur privé, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'environnement et l'éducation.

2.3.5 Programme 3.5 : Engagement des Canadiens

Description : Ce programme met l'accent sur les initiatives rentables qui misent sur l'expertise, les réseaux et les possibilités accessibles aux organisations canadiennes afin d'intensifier l'engagement des Canadiens aux fins du développement international. Les activités de programme prévoient des investissements communs par les organisations de la société civile canadienne, les établissements d'enseignement et les associations professionnelles pour contribuer à la réalisation des objectifs du Canada en matière de développement.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	**Dépenses prévues 2014-2015**	**Dépenses prévues 2015-2016**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**2014-2015**	**2015-2016**	**2016-2017**
266 513 278	266 529 251	270 745 850	264 526 287	114	114	114

Résultats attendus	Indicateur de rendement	Cible
Renforcement de l'engagement des Canadiens et des organismes canadiens envers le développement international et l'obtention de résultats de développement international alignés avec les priorités du gouvernement du Canada.	Sur une échelle de 1 à 5, note moyenne de l'harmonisation aux priorités thématiques du gouvernement canadien pour l'aide au développement (sécurité alimentaire, enfants et jeunes, croissance économique durable, paix et sécurité, et démocratie) de 50 à 60 initiatives représentatives du rendement et de l'engagement des partenaires canadiens face à l'obtention de résultats de développement international.	3,5

Faits saillants de la planification

Le MAECD contribuera aux initiatives de développement international ayant une incidence élevée qui sont proposées par des organisations canadiennes et renforcera l'engagement des citoyens canadiens en faveur du développement international.

Le Centre de recherches pour le développement international travaillera en collaboration avec le MAECD afin d'appuyer les partenariats entre les organisations de recherche du Canada et celles des pays en développement de manière à pouvoir mettre en œuvre les résultats novateurs de la recherche appliquée. Ces résultats permettront de renforcer la sécurité alimentaire internationale à long terme et de mobiliser les secteurs privé et sans but lucratif pour qu'ils collaborent avec les pays en développement et les organisations internationales de recherche, de commercialisation et de gestion financière de telle sorte que leurs recherches produisent des résultats concrets au chapitre de la sécurité alimentaire.

De concert avec l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement, le Ministère mettra à contribution l'expertise canadienne et internationale pour aider les pays en développement à mieux gérer les industries extractives de manière à pouvoir en bénéficier.

2.3.5.1 Sous-programme : Partenaires pour le développement

Description : Ce sous-programme vise à mettre à profit les compétences et les initiatives des Canadiens au chapitre du développement en lançant et en finançant des appels de propositions aux fins du développement durable.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
245 787 195	250 011 292	243 791 729	97	97	97

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Capacité locale accrue en matière de prestation de services durable de santé et d'éducation pour les femmes, les hommes et les enfants marginalisés.	Note moyenne (sur une échelle de cinq points) de 15 à 20 initiatives représentatives de la manière dont les partenaires canadiens ont aidé à transformer la prestation des services de base dans les collectivités qui ne reçoivent pas suffisamment de services.	3,5
Possibilités d'emplois durables accrues, y compris l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural pour les femmes, les hommes et les jeunes démunis.	Note moyenne (sur une échelle de cinq points) de 15 à 20 initiatives représentatives de la manière dont les partenaires canadiens ont contribué à l'augmentation des possibilités de revenu et à l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et urbain.	3,5
Processus politiques et socioéconomiques améliorés dans lesquels les segments démunis et marginalisés de la société peuvent s'exprimer davantage.	Note moyenne (sur une échelle de cinq points) de 10 à 20 initiatives représentatives de la manière dont les partenaires canadiens ont contribué à renforcer les processus politiques et socioéconomiques dans lesquels les segments démunis et marginalisés de la société peuvent s'exprimer davantage.	3,5

Faits saillants de la planification

Le MAECD travaillera avec des organisations canadiennes afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement en misant notamment sur des initiatives qui visent à améliorer les services de santé et l'éducation, à favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi, et à permettre de relever d'autres défis reliés au développement.

L'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement mettra au point et exécutera des programmes d'assistance technique, de recherche et d'éducation qui correspondent aux demandes de services formulées par les gouvernements des pays en développement. Pour ce faire, il tirera profit de l'expertise des membres de la coalition (Université de la Colombie-Britannique, Université Simon Fraser et École polytechnique de Montréal) et de son réseau de plus de 60 partenaires.

2.3.5.2 Sous-programme : Citoyens du monde

Description : Ce sous-programme vise à mobiliser les Canadiens, en tant que citoyens du monde, par l'entremise d'activités de sensibilisation, d'éducation et de participation au développement international.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
20 742 056	20 734 558	20 734 558	17	17	17

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Participation accrue des Canadiens, en tant que citoyens du monde, à des projets de développement international.	Note moyenne (sur une échelle de cinq points) accordée par au moins 10 participants de 5 initiatives représentatives menées par des partenaires. L'évaluation porte sur leur participation dans la mesure où elle vise l'accroissement de leur engagement et de leurs connaissances en matière de développement international.	3,5

Faits saillants de la planification

Le MAECD mobilisera les Canadiens de manière à assurer la complémentarité des efforts dans le sens des priorités du Ministère en matière de développement. En outre, il évaluera l'incidence de ses activités sur le développement international, notamment pour ce qui est de la participation des jeunes.

Ce sous-programme encouragera la participation directe des Canadiens à l'échelon local afin de faire progresser les objectifs humanitaires et de développement, par exemple par l'entremise du partenariat fructueux avec Rotary International afin de réduire l'incidence de la polio.

2.4 Résultat stratégique 4 : La plateforme internationale du Canada – Le MAECD entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.

2.4.1 Programme 4.1 : Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs

Description : Par l'intermédiaire de ce programme, le MAECD assure une gouvernance, joue un rôle prépondérant, fournit des orientations stratégiques, gère le changement, offre des services et met une infrastructure à la disposition de la plateforme des missions.

Ressources financières (en dollars)[25]				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
621 876 342	690 357 458	580 810 807	554 821 120	4 185	4 186	4 185

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Prestation de services communs efficaces et économiques, et soutien à la représentation du Canada à l'étranger.	Pourcentage de clients qui estiment recevoir du MAECD l'information ou les services nécessaires à l'exécution de leur mandat.	75 %
	Pourcentage des services communs fournis conformément aux normes de prestation de services.	75 %
	Pourcentage des mesures correctives recommandées à la suite des vérifications interne et externe qui ont été mises en œuvre dans les délais prescrits.	100 %

Faits saillants de la planification

[25] L'écart entre le Budget principal des dépenses de 2014-2015 et les dépenses prévues en 2014-2015 est attribuable au financement à recevoir du Conseil du Trésor en 2014-2015. La diminution dans les années subséquentes est due à la réduction du financement à recevoir en 2014-2015 seulement et aux ajustements au volet financier des programmes.

Des orientations stratégiques et un rôle de chef de file visant à assurer la fourniture adéquate de services et de l'infrastructure à l'ensemble de la plateforme, de même qu'une amélioration de la gestion du risque, de la planification organisationnelle, de la gouvernance et de l'innovation permettront de rehausser la prestation des services communs et le soutien apporté à la représentation du Canada à l'étranger.

Le Ministère misera sur les Centres régionaux de service et les points de prestation des services communs pour améliorer l'efficience et la coordination et minimiser les risques. Le Ministère poursuivra l'établissement de points de prestation des services communs en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La filière des agents-gestionnaires consulaires verra ses postes vacants pourvus et ses employés formés et soutenus afin d'améliorer la prestation stratégique des services communs auprès des représentants du Canada à l'étranger.

La gestion des questions de ressources humaines et de rémunération concernant les employés recrutés sur place sera assurée grâce à un suivi et à une gestion du risque efficaces, sous la gouvernance du Comité de gouvernance des ERP.

Le MAECD poursuivra la mise en place d'un examen cyclique et mettra à jour les modalités d'emploi pour plus de 5 400 ERP dans les missions.

2.4.1.1 Sous-programme : Gouvernance de la plateforme des missions et services communs

Description : Ce sous-programme fournit un cadre pour l'établissement des coûts des services communs, de sorte que les clients et les partenaires dans les missions reçoivent des services communs et un soutien en matière d'infrastructure efficaces et d'un bon rapport qualité-prix.

Ressources financières (en dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
120 587 096	112 605 497	111 127 160

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
2 265	2 265	2 264

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les clients et les partenaires dans les missions reçoivent des services communs et un soutien en matière d'infrastructure efficaces et d'un bon rapport qualité-coût, conformément aux normes de service.	Pourcentage des délais de traitement des services conformes à l'Accord sur les normes de service.	75 %
	Pourcentage des services financiers fournis en conformité avec les normes de service établies.	75 %
Des clients ministériels et d'autres ministères gouvernementaux reçoivent des services relatifs aux ressources humaines et aux changements de postes à l'étranger, conformément aux normes de service.	Pourcentage des partenaires qui conviennent que les services aux ressources humaines sont conformes aux normes de service établies.	75 %

Faits saillants de la planification

Le cadre d'établissement des coûts des services communs sera tenu à jour pour veiller à ce que les clients et les partenaires dans les missions reçoivent des services communs efficients et d'un bon

rapport qualité-prix, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement, de la logistique, du courrier diplomatique, ainsi que des services bancaires, immobiliers et financiers.

En misant sur des gains d'efficience et l'amélioration de la satisfaction de la clientèle par rapport aux années précédentes, le Ministère poursuivra la modernisation des services d'approvisionnement en misant sur des processus rationalisés et des mécanismes novateurs de prestation de service.

2.4.1.2 Sous-programme : Biens immobiliers

Description : Ce sous-programme facilite la prise de décisions centralisées en matière de planification et de gestion de projets dans le domaine immobilier, de telle sorte que le gouvernement du Canada reçoive en temps utile des services d'un bon rapport qualité-prix pour la gestion et l'entretien de ses biens immobiliers à l'appui de ses programmes à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)[26] **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
394 848 287	303 921 654	279 937 437	160	160	160

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Le gouvernement du Canada reçoit des services liés aux biens immobiliers efficaces à l'appui de ses programmes à l'étranger.	Pourcentage des gestionnaires de programme qui indiquent que la plateforme des missions offre des biens immobiliers fonctionnels en vue de l'exécution de leurs programmes.	85 %
	Pourcentage des dépenses en immobilisations qui sont réinvesties de façon à maintenir la valeur des biens de l'État.	4 %

Faits saillants de la planification

Le gouvernement du Canada prend les moyens afin d'assurer une gestion prudente des biens du Canada à l'étranger. Au chapitre du fonctionnement, ceci signifiera des économies importantes pour les contribuables à long terme, en plus de faire en sorte que la diplomatie canadienne soit rentable. Le Ministère verra à l'efficience du processus décisionnel en matière de planification immobilière, notamment quant à la mise à disposition de locaux pour les bureaux et le personnel, à la gestion des biens, à la réalisation des projets, à la sécurité physique et aux services d'entretien et d'approvisionnement, pour faire en sorte que les projets immobiliers soient réalisés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts.

Le MAECD poursuivra la mise en œuvre de la stratégie pour le rajustement de la taille des résidences officielles, avec des objectifs de revenus de vente de 80 millions de dollars d'ici 2016-2017, et l'application de la politique des loyers maximaux pour le logement du personnel en choisissant de meilleures options pour le renouvellement ou le remplacement des baux.

La mise en œuvre de projets d'immobilisations à grande visibilité se poursuivra à Londres et à Paris dans les limites des autorisations consenties par le Conseil du Trésor qui en déterminent la portée, les échéanciers et les coûts. Afin de réduire les besoins globaux en locaux dans les missions nouvelles et rénovées, on appliquera les normes d'attribution de l'initiative Milieu de travail 2.0 du gouvernement du Canada, en débutant avec Hong Kong et Bangalore en 2014.

[26] D'une année à l'autre, les écarts dans les dépenses prévues sont attribuables aux fonds à recevoir en 2014-2015 seulement, ainsi que des ajustements au volet financier du programme.

La sécurité des employés canadiens à l'étranger demeure une priorité absolue. La sécurité physique dans les missions sera améliorée grâce à l'installation de nouveaux équipements et à la mise à niveau des infrastructures, parallèlement aux autres mesures qui seront prises pour améliorer la sécurité au sein du portefeuille immobilier du MAECD.

2.4.1.3 Sous-programme : Sécurité

Description : Ce sous-programme vise la réalisation d'inspections de sécurité sur place, de vérifications de sécurité et d'évaluations des risques pour assurer la sécurité des missions et de leur personnel ainsi que la protection des biens et de l'information du gouvernement et d'autres partenaires dans les missions à l'étranger. Cela comprend la mise en œuvre du Plan de sécurité ministériel qui guide la coordination et la surveillance du travail réalisé dans le cadre de ce sous-programme.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
61 557 577	57 073 729	56 553 979	245	245	245

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les missions et le personnel sont en sécurité, et les biens et les renseignements du gouvernement et des partenaires sont protégés dans les missions à l'étranger.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, la mise en œuvre des mesures de sécurité prioritaires à court et long terme définies dans le Plan de sécurité ministériel est en voie d'être achevée tel que prévu.	4

Faits saillants de la planification

La sécurité du personnel, de l'information et des biens du gouvernement du Canada, au pays et à l'étranger, demeure une priorité absolue. La sécurité sera renforcée grâce à la mise en œuvre du Plan de sécurité ministériel intégré, de la stratégie de sécurité intérieure du MAECD et d'une meilleure formation pour la sensibilisation aux questions de sécurité.

Conformément au Plan de sécurité ministériel, la gestion de la sécurité demeurera partie intégrante des activités de gouvernance et de prestation des programmes et des services du MAECD en permettant notamment :

- de cerner et de définir les menaces qui planent à l'étranger;
- d'élaborer des politiques, des procédures et des normes techniques pour la gestion des risques et des menaces;
- d'assurer la sécurité physique du personnel à l'étranger;
- de réduire les points vulnérables
- de renforcer les équipes de sécurité dans les missions;
- de s'attaquer aux risques touchant la gestion de l'information et les technologies de l'information;
- d'intervenir en cas d'incidents touchant la sécurité et de situations d'urgence.

Pour appuyer les pratiques en la matière, le Ministère officialisera une approche organisationnelle axée sur le risque afin de cibler certaines missions en priorité dans le cadre du processus d'évaluation de base de la menace et d'établir des liens plus étroits eu égard aux évaluations des risques et des points vulnérables.

Des professionnels de la sécurité, y compris des gestionnaires de programmes de sécurité, des agents d'établissement de rapports sur la sécurité mondiale et des employés des services de sécurité de la police militaire, seront formés et déployés à l'étranger dans des milieux où la menace est élevée, pendant que l'on continuera à offrir aux employés en poste à l'étranger une formation en matière de sécurité.

Dans le cadre du Programme de protection des infrastructures essentielles, le Ministère procédera à des mises à niveau en matière de sécurité afin d'améliorer la protection du personnel, de l'information et des biens.

2.4.1.4 Sous-programme : Gestion de l'information/technologie de l'information

Description : Ce sous-programme facilite la diffusion de normes de service et la prestation de services de gestion de l'information et de technologies de l'information (GI/TI) à l'échelle du réseau des missions du Canada à l'étranger.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
42 469 502	40 168 863	40 161 885	198	199	199

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les clients dans les missions reçoivent des services de gestion de l'information et de technologie de l'information conformes aux normes de service.	Pourcentage des demandes d'approvisionnement des missions présentées au moyen d'Achetez@MAECD qui satisfont aux normes de prestation de service.	80 %
	Pourcentage des documents dans les missions sauvegardées dans un dossier des dépôts ministériels officiels.	75 %
	Pourcentage des demandes faites au centre d'appels qui satisfont aux normes de prestation de service.	95 %

Faits saillants de la planification

En partenariat avec Services partagés Canada, le MAECD assurera le maintien de services de GI/TI efficients et d'un bon rapport qualité-prix à l'étranger, tout en assurant la stabilité et la sécurité des services internationaux de TI grâce à l'infrastructure de services partagés communs du gouvernement du Canada et l'environnement informatique réparti de la plateforme internationale.

Le renouvellement de l'infrastructure, des politiques et des pratiques connexes permettra de maximiser l'efficacité du programme de gestion de l'information à l'étranger.

Le Ministère mettra à niveau la connectivité avec les missions à l'étranger et renforcera les systèmes de défense des réseaux informatiques en hiérarchisant et en accélérant les mises à niveau de logiciels de sécurité.

2.4.1.5 Sous-programme : Employés recrutés sur place par d'autres ministères

Description : Ce sous-programme permet aux ERP des autres ministères travaillant dans les missions d'être payés rapidement.

Ressources financières (en dollars) **Ressources humaines (ETP)**

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
70 894 996	67 041 064	67 040 659	1 317	1 317	1 317

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les ERP des autres ministères dans les missions reçoivent des services de rémunération rapides.	Pourcentage des ERP des autres ministères gérés conformément aux modalités et conditions d'emploi mises à jour.	90 %
	Pourcentage des rajustements des salaires des ERP des autres ministères effectués en temps opportun.	90 %

Faits saillants de la planification

Au nom des autres ministères du gouvernement, le MAECD fera en sorte que le régime de rémunération des ERP contribue à attirer et à maintenir des employés qualifiés au fil de la mise en œuvre de la Stratégie d'examen de la rémunération globale.

Des pratiques normalisées de gestion des ressources humaines seront appliquées dans l'ensemble de la plateforme internationale grâce à l'élaboration d'outils, d'activités de formation et de processus administratifs à l'appui de la gestion des ERP des autres ministères dans les missions.

Dans le cadre d'un projet pluriannuel, le MAECD modernisera le cadre juridique de gestion des ressources humaines pour les ERP en collaboration avec la Commission de la fonction publique et le Secrétariat du Conseil du Trésor afin d'offrir un cadre réglementaire efficace pour appuyer la gestion de ces employés à l'étranger.

Le processus de classification des ERP sera rationalisé de manière à appuyer la gestion des ERP des autres ministères et, grâce à un cadre de surveillance, on poursuivra l'évaluation de l'efficience et de l'efficacité des activités de classification à l'étranger.

2.4.2 Programme 4.2 : Prestations du gouvernement du Canada

Description : Ce programme est le mécanisme au moyen duquel le Ministère et les organismes centraux gèrent les paiements législatifs aux employés du gouvernement du Canada à l'étranger, soit les employés canadiens (EC) et les ERP.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
187 651 645	194 307 264	188 094 768	187 916 553	62	61	59

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des prestations au titre des Directives sur le service extérieur (DSE) et destinées aux ERP seront fournies dans	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le Ministère a démontré un rôle de chef de file en ce qui concerne les structures de gouvernance interministérielles et les normes du Conseil national mixte.	4
	Pourcentage des paiements exigibles au titre des DSE calculés avec exactitude et versés à des EC conformément aux normes de service établies.	80 %

un délai approprié, conformément aux modalités établies.	Pourcentage des paiements exigibles calculés avec exactitude et versés à des ERP conformément aux normes de service établies.	75 %

Faits saillants de la planification

L'efficacité de la gestion du risque, de la gouvernance et de la surveillance permettra :

- la participation aux programmes locaux de sécurité sociale;
- une administration efficiente des régimes de pension, des paiements et des prestations d'assurance des ERP;
- une gestion durable des DSE, notamment pour ce qui est des prestations, des allocations et des conditions d'emploi des EC travaillant à l'étranger et de leurs personnes à charge.

2.4.2.1 Sous-programme : Paiements au titre des Directives sur le service extérieur

Description : Ce sous-programme permet la prestation des avantages et des services prévus par les Directives sur le service extérieur.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
141 824 762	135 630 893	135 452 808	39	38	38

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les clients sont satisfaits des services qu'ils ont reçus en lien avec les indemnités et les autres avantages au titre des DSE.	Pourcentage des EC ayant répondu qu'ils sont satisfaits des services au titre des DSE.	75 %
Les clients ont une bonne connaissance des avantages des DSE et des services connexes, et y sont sensibilisés.	Pourcentage des EC ayant indiqué qu'ils connaissent bien les avantages, la politique et les procédures des DSE.	75 %

Faits saillants de la planification

Différents moyens seront mis en œuvre pour améliorer la gestion financière des DSE :

- affirmer le rôle prépondérant du MAECD lors de l'examen cyclique du Conseil national mixte sur les DSE;
- améliorer les connaissances des clients au sujet des DSE;
- mettre au point le modèle de prévision des DSE et améliorer les activités de contrôle et de suivi;
- intégrer les allocations mensuelles au portail des DSE;
- bonifier les relevés mensuels et automatiser les demandes connexes ayant une incidence sur les allocations, notamment en ce qui concerne les exemptions des frais de logement et les rajustements compensatoires en matière de logement.

2.4.2.2 Sous-programme : Cotisations de l'employeur au regard des pensions, des assurances et de la sécurité sociale pour les employés recrutés sur place

Description : Ce sous-programme permet la gestion et l'administration des régimes actuels de pension et d'assurance des ERP, ainsi que l'adhésion aux programmes de sécurité sociale locaux, qui font partie du régime de rémunération des ERP. Parrainé par le Conseil du Trésor (à titre d'employeur), il englobe près de 100 pays qui participent à un système mondial de pension, y compris des régimes de pension locaux dans 24 pays, des régimes d'assurance locaux dans 87 pays et des régimes de sécurité sociale locaux dans 77 pays.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
52 482 502	52 463 875	52 463 745	23	23	21

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les employés recrutés sur place sont rémunérés convenablement.	Pourcentage des ERP indiquant qu'ils savent où obtenir de l'information sur les pensions, les assurances et les programmes de sécurité sociale ainsi que sur les normes de service appropriées.	75 %
	Pourcentage ERP indiquant qu'ils ont reçu des services satisfaisant aux normes de service en lien avec les pensions, les assurances et les programmes de sécurité sociale.	75 %

Faits saillants de la planification

Les indemnités de pension, d'assurance et de sécurité sociale des ERP seront gérées de façon efficiente grâce à une gouvernance, une surveillance et une gestion du risque efficaces pour le Programme de pensions, d'assurance et de sécurité sociale des ERP, par l'entremise du Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux des employés recrutés sur place.

Le Ministère veillera à ce que les avantages sociaux soient décrits dans les conditions d'emploi et versés dans les délais impartis.

2.5 Services internes

Description : Le programme relatif aux Services internes fournit les fonctions de soutien essentielles dont le MAECD a besoin pour remplir son mandat, y compris le soutien à la gouvernance et à la gestion, les services de gestion des ressources et les services de gestion des biens.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	2014-2015	2015-2016	2016-2017
255 730 899	273 530 148	267 823 640	266 385 520	1 872	1 826	1 807

Thème IV
Réduire l'empreinte environnementale - en commençant par le gouvernement

Faits saillants de la planification

Soutien à la gouvernance et à la gestion

Des orientations stratégiques et un soutien à la gestion seront offerts dans le cadre des réunions des cinq sous-ministres, du Conseil exécutif et d'autres organes supérieurs de gouvernance afin d'assurer un sens de direction à la suite de la fusion, d'accroître la cohérence des politiques et l'efficacité des programmes, d'assurer l'harmonisation avec les priorités gouvernementales, et de consolider la gestion des ressources humaines et financières.

La planification ministérielle, l'évaluation du rendement et la gestion du risque seront renforcées grâce à une harmonisation plus étroite des plans et des priorités du Ministère, de la gestion des ressources financières et humaines et des ententes individuelles de gestion du rendement.

Strategia, un outil de planification intégrée des missions, permettra de moderniser le processus de planification dans les missions et les bureaux régionaux en optimisant l'uniformité, le suivi et l'accessibilité de l'information.

Les fonctions ministérielles de vérification interne, d'évaluation et d'inspection feront en sorte que la haute direction sera bien informée des risques, des problèmes de gouvernance et de contrôle, du rendement des programmes, des questions touchant les valeurs et l'éthique ainsi que des points forts relevés dans le cadre et les pratiques de gestion du MAECD.

Des initiatives, des activités et des produits de communication seront conçus pour aider les ministres à mieux faire connaître aux Canadiens, aux auditoires internationaux et aux principaux intervenants les priorités, les politiques et les programmes du Canada en matière d'affaires étrangères, de commerce international et de développement. Les communications aideront également la haute direction à informer les clients à l'interne en ce qui concerne les initiatives ministérielles d'importance.

Il est prévu d'apporter un soutien aux clients ministériels et au gouvernement du Canada grâce à la prestation de services juridiques relativement au droit international.

Services de gestion des ressources

Le Ministère optimisera sa gestion des ressources humaines en :

- redéfinissant la mobilité, et ce, en mettant fin au cloisonnement et en réglant les problèmes de structure;
- faisant preuve de rigueur dans les processus de planification, de recrutement et de promotion des RH;
- consolidant le modèle de prestation des services, les communications, les processus et les systèmes afférents aux RH;
- rehaussant les niveaux de compétences, d'expertise et de connaissances des employés du MAECD au moyen d'activités de formation et de perfectionnement qui offrent un bon rapport qualité-prix et qui répondent aux besoins organisationnels;
- optimisant la gestion du rendement et du talent;
- cernant les défis découlant de la fusion et en validant des stratégies d'atténuation.

L'élaboration et la mise en œuvre du Programme de prévention des risques permettront de mieux protéger la santé et la sécurité du personnel à l'administration centrale, dans les bureaux régionaux et dans tout le réseau des missions du Canada à l'étranger.

Le MAECD poursuivra la mise au point de son modèle de conseiller en gestion financière, et misera sur les pratiques exemplaires pour améliorer les conseils offerts aux cadres relativement à la gestion des

ressources et au rendement financier. Le Ministère pourra compter sur des processus administratifs efficients, des rapports financiers précis présentés en temps opportun et une saine gouvernance des ressources financières qui lui sont confiées.

On s'emploiera à atténuer les risques associés à la gestion des ressources, notamment au chapitre de l'information et des finances, au moyen d'une stratégie de gestion du risque efficace, d'une meilleure harmonisation des systèmes d'information ministériels et d'une optimisation de la gestion budgétaire en cours d'exercice et pour les années ultérieures.

Le Ministère renforcera son Programme de gestion de l'information et de la technologie et consolidera son infrastructure en la matière, et ce, en intégrant la planification, la gouvernance, la surveillance de projets et la gestion du risque aux décisions d'investissement et aux activités liées à la GI/TI.

Services de gestion des biens

De concert avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, le MAECD travaillera à la planification de la modernisation de l'édifice du 125, promenade Sussex, qui accueille son administration centrale. Conformément à la Stratégie à long terme d'aménagement des locaux et au concept Milieu de travail 2.0, on fera le nécessaire pour que le Ministère soit pleinement en mesure de satisfaire à ses besoins futurs.

Le cadre des services de gestion des biens sera mis à jour pour inclure notamment :

- les structures appropriées pour la reddition de comptes et la prise de décisions;
- des pouvoirs communiqués clairement;
- des responsabilités séparées;
- des politiques et des pratiques pertinentes;
- des systèmes d'information qui appuient une prise de décisions éclairée et permettent un suivi adéquat du rendement.

En partenariat avec Services partagés Canada, le Ministère améliorera la gestion de ses biens à l'aide des données obtenues du nouvel outil repensé pour la présentation de rapports, *Les biens de ma direction*, pour l'administration centrale et les bureaux régionaux, et donnera suite aux recommandations formulées à l'issue de la vérification de la gestion des biens de TI en 2012-2013.

Les résultats de l'Initiative de modernisation des achats seront pleinement mis en application afin de moderniser la gestion de la chaîne d'approvisionnement à l'administration centrale et dans les missions de manière à améliorer la prestation de service grâce à des processus rationalisés, tout en renforçant les fonctions d'élaboration de politiques, d'établissement de rapports et de surveillance.

Section III : Information additionnelle

3.1 État des résultats prospectif

L'état des résultats condensé prospectif présenté dans cette sous-section vise à donner un aperçu général des activités du MAECD. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation, accroître la transparence et rehausser la gestion financière.

Comme l'état des résultats prospectif est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établis sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

On trouvera dans le site Web du MAECD[27] un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, comprenant un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées.

État des résultats condensé prospectif
Pour l'exercice prenant fin le 31 mars (en millions de dollars)

Renseignements financiers	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des dépenses	5 150	5 290	140
Total des revenus	124	49	(75)
Coût de fonctionnement net	5 026	5 241	215

3.2 Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires du *Rapport sur les plans et les priorités* de 2014-2015 se trouvent dans le site Web du MAECD[28].

Détails sur les programmes de paiements de transfert (PPT)

- Mécanisme de garantie des marchés
- Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité (PRCLC)
- Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)
- Secrétariat du Commonwealth
- Programme de partenariat mondial (PPM)
- Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes (PARCA)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Programme de soutien au commerce mondial (PSCM)
- Subventions et contributions en appui aux relations universitaires
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
- Cour pénale internationale (CPI)
- Aide internationale au développement
- Institutions financières internationales
- Organisation internationale du travail (OIT)

[27] www.international.gc.ca/finance/index.aspx?lang=fra
[28] www.international.gc.ca/about-a_propos/plans/index.aspx?lang=fra&view=d

- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- Programme de partenariats internationaux en science et technologie (PPIST)
- Programme de coopération pour l'investissement (PCI)
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Administration Civile
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Organisation des États américains (OAS)
- Paiements en remplacement des impôts sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada
- Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Organisation des Nations Unies (ONU)
- Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation mondiale du commerce (OMC)

Divulgation des programmes de paiements de transfert de moins de 5 millions de dollars

Écologisation des opérations gouvernementales

- Gestion des déchets et des biens

Financement pluriannuel initial

Vérifications internes et évaluations à venir au cours des trois prochains exercices

3.3 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs stratégiques en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé Dépenses fiscales et évaluations[29]. Les mesures fiscales présentées dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

[29] www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD)
Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
ou 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
ATS : 613-944-9136
Télécopieur : 613-996-9709
www.international.gc.ca

Demandes de renseignements
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Courriel : enqserv@international.gc.ca
Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada) ou 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
Télécopieur : 613-996-9709

Autres coordonnées liées au portefeuille

Corporation commerciale canadienne
50, rue O'Connor, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1A 0S6
Téléphone : 1-800-748-8191 (sans frais au Canada) ou 613-996-0034 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
Télécopieur : 613-995-2121
www.ccc.ca

Exportation et développement Canada (EDC)
150, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1A 1K3
Téléphone : 613-598-2500 (dans la région de la capitale nationale) ou 1-800-267-8510 (sans frais en Amérique du Nord)
ATS : 1-866-574-0451
www.edc.ca

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
150, rue Kent
Ottawa (Ontario) K1P 0B2
Adresse postale : C.P. 8500
Ottawa (Ontario) K1G 3H9
Téléphone : 613-236-6163
Télécopieur : 613-238-7230
http://www.idrc.ca/

Commission mixte internationale (section canadienne)
234, avenue Laurier Ouest, 22e étage
Ottawa (Ontario) K1P 6K6
Téléphone : 613-947-1420
Télécopieur : 613-993-5583
www.ijc.org

Parc international Roosevelt de Campobello
459, route 774
Welshpool (Nouveau-Brunswick) E5E 1A4
Téléphone : 506-752-2922 (dans la région) ou 1-877-851-6663 (sans frais)
Télécopieur : 506-752-6000
www.fdr.net

Commission de la capitale nationale (CCN)
40, rue Elgin, bureau 202
Ottawa (Ontario) K1P 1C7
Téléphone : 613-239-5000 ou 1-800-465-1867 (sans frais)
ATS : 613-239-5090 ou 1-866-661-3530 (sans frais)
Télécopieur : 613-239-5063
www.ccn-ncc.gc.ca/